

La péninsule Ibérique et le monde

(années 1470-années 1640)





Proposé par la Société des historiens modernistes des universités françaises, ce livre, consacré à *La péninsule Ibérique et le monde (années 1470-années 1640)*, met en évidence l'importance des avancées historiographiques concernant la colonisation. Les relations entre l'Ancien et le Nouveau Monde sont analysées à des échelles très diverses, allant de l'étude de cas à l'histoire globale, et en prenant en compte « l'appel de l'Est » aussi bien que « le virage vers l'Ouest ».

Pour échapper aux idées reçues, le processus de la *conquista* est abordé dans sa dimension dynamique, en considérant la transposition de la *Reconquista* outre-mer et les différents modes de colonisation, et en portant une attention particulière aux parcours des conquistadors et des colons. La conquête étant placée sous l'égide du religieux, la papauté s'affirme comme instance médiatrice entre les puissances européennes et le monde extra-européen par des interventions sur les questions missionnaires et par la mise en place d'un catholicisme tridentin extra-européen. Rome s'affirme comme centre d'une chrétienté occidentale aux dimensions du monde.

Longtemps réduites à un face à face entre colons et Indiens, les rébellions coloniales sont revisitées et montrent comment la judiciarisation du politique a permis de mettre au pas les Indes de Castille. En s'interrogeant sur la « conscience-monde », les historiens modernistes écrivent ainsi une page de l'histoire de la mondialisation, qui n'occulte ni l'intérêt chrétien et national mis en avant par les conquérants, ni la recherche de l'or, ni la « vision des vaincus », qui dévoile l'envers de la conquête, soulevant la question de l'esclavagisme et des bouleversements engendrés par le développement de la première traite atlantique.

Couverture : *Codex Azcatitlan*, Mexique, XVI^e siècle, dessin à l'encre de Chine, Paris, Bibliothèque nationale de France, Mexicain 59-64, fol. 22v : Hernán Cortés entrant dans Mexico © akg-images/De Agostini Picture Library

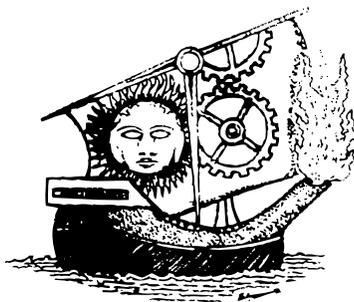
ISBN 978-2-84050-957-8

9 782840 509578

SODIS
F387514

12 €

LA PÉNINSULE IBÉRIQUE ET LE MONDE



Bulletin de l'Association des historiens modernistes
des universités françaises
dirigé par Lucien Bély

DANS LA MÊME COLLECTION

*Les Monarchies française et espagnole
(milieu du XVI^e siècle-début du XVIII^e siècle)*

La Renaissance

*Révoltes et révolutions
en Amérique et en Europe (1773-1802)*

Les Sociétés anglaise, espagnole et française au XVII^e siècle

Les Paysages à l'époque moderne

*Les Affrontements religieux en Europe
1500-1650*

*Turcs et turqueries
(XVI-XVIII siècles)*

*L'Opinion publique en Europe
1600-1800*

*Les Circulations internationales en Europe
(1680-1780)*

*Les Universités en Europe
(1450-1814)*

La péninsule Ibérique et le monde

(années 1470-années 1640)

Préface de Lucien Bély



Ouvrage publié avec le concours de la faculté des Lettres de Sorbonne Université

Les PUPS, désormais SUP, sont un service général
de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2014
© Sorbonne Université Presses, 2018
ISBN : 978-2-84050-957-8
ISBN DU PDF GLOBAL : 979-10-231-1054-8
ISBN PDF DE CE TAP : 979-10-231-1057-9

Maquette et réalisation : 3D2S
d'après le graphisme de Patrick VAN DIEREN

SUP
Maison de la Recherche
Sorbonne Université
28, rue Serpente
75006 Paris

sup@paris-sorbonne.fr
<http://pups.paris-sorbonne.fr>
tél. : (33)(0)1 53 10 57 60
fax : (33)(0)1 53 10 57 66

PRÉFACE

La mondialisation a contribué à changer notre façon d'écrire l'histoire du monde. Des perspectives nouvelles s'ouvrent, des méthodes inédites s'ébauchent, des champs historiques se dévoilent. En abordant les relations entre la péninsule Ibérique et le monde, cet ouvrage invite à découvrir la rencontre entre des univers qui ne se connaissaient pas ou se connaissaient mal. Bien sûr, Fernand Braudel, Pierre Chaunu ou Frédéric Mauro, pour ne citer que ces trois historiens français aujourd'hui disparus, ont déjà entraîné leurs lecteurs sur les routes de la mer. Aujourd'hui, nous suivons une nouvelle génération de chercheurs qui nous révèlent les approches qui structurent les enquêtes récentes sur les territoires où se sont installés des Espagnols ou des Portugais. Le travail de l'historien se transforme depuis qu'il cherche à regarder le monde à la fois avec les yeux de ces Européens qui ont quitté le Vieux Continent et avec ceux des populations qui ont vu arriver ces voyageurs venus d'ailleurs. Bien sûr, une part précieuse de la documentation vient des archives de l'Ancien Monde, mais les historiens savent désormais s'émanciper des préjugés et des cadres mentaux qui limitaient parfois leur démarche.

Longtemps, ils ont cherché à connaître les conditions des échanges entre les continents, les circuits commerciaux, l'évolution de la conjoncture, le rôle des métaux précieux, l'impact des épidémies. L'école historique française a fait des merveilles dans ce champ de l'économie-monde. Notre temps est sans doute plus sensible aux connaissances qui s'élaborent au moment des découvertes et après elles, aux représentations de la présence européenne à travers le monde, aux confrontations et aux interactions entre les cultures des pays abordés et celles des nouveaux venus. Désormais, la dimension religieuse de cette confrontation retient souvent l'attention. Le regard nouveau porté sur cette rencontre transforme également l'analyse des sociétés qui en sont

issues, si originales et si vivantes. La notion de métissage devient un fil directeur pour aborder et comprendre les relations sociales et les cultures qui s'inventent loin de l'Europe. Enfin, la traite des esclaves tient une place essentielle tant elle a transformé la population des Amériques et bouleversé l'Afrique. Pour mieux traiter ces problématiques complexes et difficiles, l'histoire, à tous les niveaux, s'appuie sur les acquis de l'anthropologie et des autres sciences humaines et sociales.

8 Ce livre nous invite à voir loin et large. C'est tout le mérite des auteurs d'avoir su associer des études sur de vastes espaces à l'analyse des sociétés locales. Pour la communauté des modernistes, ce livre constitue une étape. Depuis la seconde guerre mondiale, les historiens modernistes ont appris à penser et à écrire de plus en plus à l'échelle de l'Europe, sans cesser de travailler à des échelles diverses sur la France. Aujourd'hui, ils acceptent un nouveau dépassement en abordant une histoire qui tient compte des mondes lointains et révèle les liaisons visibles, discrètes ou invisibles qui les unissent au nôtre. C'est aussi l'occasion de fortifier le dialogue avec les collègues d'autres disciplines, spécialistes des « civilisations », qui s'intéressent à la péninsule Ibérique et aux terres qu'Espagnols et Portugais ont parcourues.

Notre association ne peut qu'exprimer notre gratitude à Nicolas Le Roux, son secrétaire général, d'avoir organisé cette rencontre à Nanterre, à nos collègues de l'université Paris-Ouest-Nanterre de nous y avoir reçus et à Françoise Dartois-Lapeyre, notre secrétaire générale adjointe, d'avoir préparé cette publication.

Lucien Bély

LA PÉNINSULE IBÉRIQUE ET LE MONDE.
QUESTIONS POUR AUJOURD'HUI

Serge Gruzinski
CNRS/EHESS

Il me semble que l'enseignement de l'histoire, chaque fois qu'il traite d'époques ou de régions lointaines, se justifie d'autant mieux qu'il cible des questions qui font sens aujourd'hui. Je suis convaincu que l'expérience ibérique des autres mondes donne matière à réfléchir à plusieurs de ces questions et que celles-ci peuvent contribuer à décentrer l'histoire classique de l'Europe et à revisiter l'émergence de la modernité. J'appuie cette observation sur une expérience pédagogique menée dans un lycée, expérience sur laquelle je conclurai.

L'APPEL DE L'EST OU LE VIRAGE VERS L'OUEST

Un livre publié en 2010, *Death in Babylon*, de Vincent Barletta, nous rappelle à quel point l'ombre d'Alexandre le Grand a constamment accompagné l'expansion portugaise¹. Le tropisme est ancien. Les hommes de l'Antiquité et du Moyen Âge avaient les yeux rivés vers l'Est. C'est cette direction qui attire les pèlerins et les croisés de toute la chrétienté latine, les marchands italiens et les navigateurs portugais qui descendent les côtes d'Afrique. Les espoirs fous déclenchés par les invasions mongoles, la Chine racontée par Marco Polo, l'Éthiopie rêvée du Prêtre Jean, plus tard l'Inde atteinte par Vasco de Gama et les

¹ Vincent Barletta, *Death in Babylon: Alexander the Great and Iberian Empire in the Muslim Orient*, Chicago, The University of Chicago Press, 2010.

projets de conquête de la Chine ne cessèrent de raviver ce tropisme de la chrétienté. Quand les chroniqueurs portugais racontent l'expansion, ils écrivent les *Décadas da Asia*. Lorsqu'ils se lancent dans la poésie épique, ils chantent l'Asie des *Lusiadas*. En 1614, l'évêque portugais Antonio de Gouveia compare la liaison maritime Lisbonne-Goa au pont de bateaux qu'avait jeté Xerxés sur l'Hellespont, et lance la devise *Rursum Asia Europae*².

10

Les horizons commencent à basculer avec la traversée de l'Atlantique par les Castillans. Ceux-ci ne se contentent pas de franchir les limites fixées par les Colonnes d'Hercule. Ils entreprennent en quelques dizaines d'années de reconnaître et de conquérir un autre hémisphère vite baptisé *novus orbis* (Pierre Martyr d'Anghiera). Dès lors, l'Ouest cesse de n'être qu'une simple direction de l'espace, le point inaccessible où se couche le soleil, pour acquérir la réalité physique et humaine de terres, de fleuves, de forêts et d'humanités et de civilisations nouvelles³. Cet *orbe* cesse également d'être considéré comme une extrême Asie, même si des esprits comme Bartolomé de Las Casas continuent de le croire. En 1574, dans sa *Géographie et description universelle des Indes*, le cosmographe Juan López de Velasco définit le *Nuevo Mundo* comme un « hémisphère ou moitié du monde de 180 degrés de latitude [...] et de longitude⁴ ».

L'Ouest ne cessera plus de se charger des convoitises et des attentes d'une partie des populations européennes. C'est vers l'Ouest que s'embarqueront conquistadors, missionnaires, aventuriers, fonctionnaires, artisans et artistes. Certains, comme le peintre anversois

2 Serge Gruzinski, *Les Quatre Parties du monde. Histoire d'une mondialisation*, Paris, La Martinière, 2004, p. 129.

3 La littérature mexicaine du XVII^e siècle entérine cette métamorphose sous la plume de la poétesse Sor Juana Inés de la Cruz. Dans le prologue du *Divin Narcisse*, l'Occident s'incarne dans la figure d'un Indien « galán », coiffé d'une couronne, tandis qu'à ses côtés une Indienne représente l'Amérique : voir Carmen Bernand, *Genèse des musiques d'Amérique latine*, Paris, Fayard, 2013, p. 272).

4 Juan López de Velasco, *Geografía y descripción universal de las Indias* [1574], Madrid, Atlas, 1971, p. 1.

Simon Pereyng, n'iront pas y découvrir ou conquérir des terres nouvelles mais, plus prosaïquement, y vivre de leur art.

L'Ouest a donc fait une entrée fracassante dans l'histoire européenne, que ce soit sous la forme d'un espace de pillages et de devastations, quand le dominicain Las Casas dénonce la « *destrucción de las Indias* » dans un traité qui fait le tour de l'Europe, ou comme terre d'espérance religieuse, de missions, voire d'attentes messianiques et millénaristes. On se souvient qu'en 1578 le dominicain Francisco de la Cruz fut brûlé à Lima pour avoir, entre autres, annoncé le transfert de l'Église de Rome vers les nouvelles Indes. Enfin, c'est aussi vers l'Ouest que, du XVI^e au XIX^e siècle, des millions d'Africains furent déportés dans les conditions que l'on sait.

Le virage vers l'Ouest mis en œuvre par les Castillans est crucial pour comprendre la gestation de l'Occident moderne dans ses dimensions atlantiques. La destruction des mondes indigènes, le recours continental à l'esclavage (des Noirs sur tout le continent et des Indiens dans la seule Amérique portugaise), la mise sur pied sans précédent de sociétés coloniales, l'exploitation des richesses minérales, le développement des arts et des lettres importées du Vieux Monde ont des répercussions directes sur l'édification de l'Europe. Ni périphérie, ni horizon lointain à n'évoquer qu'à l'occasion de sa « découverte », les Amériques ibériques doivent être considérées comme l'un des moteurs de la modernité qui s'édifie de part et d'autre de l'Atlantique. Ce n'est pas le cas de l'Est portugais. Il vaudrait la peine d'approfondir la confrontation, car au fur et à mesure que l'Ouest se met en place, l'Orient se définit comme tel, et l'Europe par contrecoup précise ses contours en tant qu'entité sociale, intellectuelle et religieuse. Comme le montre l'ouvrage majeur de Jean-Michel Sallmann, elle cesse de n'être que l'extrémité occidentale du monde de Ptolémée, c'est-à-dire de la masse continentale formée par l'Afrique et l'Eurasie⁵.

5 Jean-Michel Sallmann, *Le Grand Désenclavement du monde, 1200-1600*, Paris, Payot, 2011.

UN GLOBE À PARCOURIR EN TOUS SENS, À PRENDRE ET À INVENTORIER

Cette autre dimension de la modernité appartient aussi bien aux Portugais qu'aux Castellans. Elle découle du traité de Tordesillas (1494) et des bulles pontificales qui l'ont précédé. Mais comme Jeremy Brotton l'a rappelé, c'est véritablement le traité de Saragosse, conclu en avril 1529 entre la Castille et le Portugal, qui ferme la boucle et crée « l'image globale définitive » du monde, celle que l'on retrouvera, par exemple, sur le fameux tableau *Les Ambassadeurs* de Holbein⁶.

12

La question des Moluques, que la carte du monde de Diogo Ribeiro, en 1527, situe à l'extrême gauche du plan, dans le secteur castillan et donc occidental, est l'un des déclencheurs de ce processus. Elle pèse de manière déterminante tant sur l'évolution de la cartographie européenne que sur la conception même des notions d'Occident et d'Orient. C'est aussi qu'elle oppose les royaumes ibériques dans un premier conflit planétaire : Jean III et Charles Quint ne se combattent-ils pas de deux manières en même temps, par les armes sur l'archipel asiatique, par les cartes et la plume dans la péninsule ?

Cette prise en main du globe se manifeste de façon spectaculaire dans le *Tratado dos descobrimentos* d'Antonio Galvão (1490-1557)⁷, qui fut le représentant de Lisbonne dans les Moluques, comme capitaine de l'archipel et gouverneur du fort de Ternate. Il décrit année par année la progression des Portugais et des Castellans autour du globe, du xv^e au milieu du xvi^e siècle. En plaçant les « *descobrimientos modernos* » – de 1492 à 1550 – dans la perspective des « *descobrimientos antigos* » – depuis l'Antiquité –, il choisit la longue durée pour rendre compte de la prise en tenaille du monde. L'ordre chronologique lui permet ainsi d'alterner description des entreprises espagnoles et évocation des voyages portugais : « En 1497, le roi Ferdinand donna l'ordre à Colomb de retourner aux Antilles ; en ce même an de 1497 est parti Vasco de Gama⁸ ». En 1513, c'est à la fois la découverte du Pacifique par Balboa

6 Jerry Brotton, *Trading Territories: Mapping the Early Modern World*, London, Reaktion Books, 1997, p. 147.

7 Publié en 1563 à Lisbonne, traduit en anglais par Richard Hakluyt en 1601.

8 António Galvão, *Livro dos descobrimentos das Antilha e India* [1563], Lisboa, João da Barreira, 1731, p. 34.

et l'entrée dans la mer Rouge de Alfonso de Albuquerque⁹. L'année 1517 voit le départ de Tome Pires pour la Chine depuis Malacca et celui de Francisco Fernandez de Córdoba vers le Mexique depuis l'île de Cuba.

La course vers les Moluques, qu'elle soit entreprise via l'Orient ou via l'Occident, par les Portugais ou par les Espagnols, est l'un des fils conducteurs du *Tratado*. Galvão achève son ouvrage en donnant une série de chiffres particulièrement éloquents, car il calcule non seulement les espaces découverts, mais il estime surtout les espaces encore à découvrir sur la planète¹⁰.

Cette prise en tenaille finit par se heurter à la Chine. Un de nos meilleurs spécialistes de l'expansion ibérique, Pierre Chauvu, observait en 1969 :

La découverte de l'immense univers chinois constitue le fait majeur du milieu du xvi^e siècle. L'étrange simultanéité de la construction d'un réseau de pénétration depuis Macao et d'un réseau depuis Manille, la chronologie qu'elle impose à l'esprit [...] n'ont jamais été dégagées à ma connaissance. En effet, cette histoire a toujours été décrite dans le découpage artificiel et inadéquat des États européens¹¹.

Il va de soi que l'Empire Ming constitue une pièce de choix dans les rapports de la péninsule Ibérique au reste du monde, ne serait-ce que parce que dès le xvii^e siècle une partie de l'argent extrait des mines

9 « *O primeiro capitão português que dou informação daquelle mar e do da Persia* » (*ibid.*, p. 48).

10 « *Com tudo eu tenho que são dezasete largas, em que sahem o ambito da terra em seis mil e duzentas. Como que seja toda he descuberta e navegada de Lesteoeste, quasi por onde o sol anda, mas de sul ao norte ha muita differença, porque contre elle não se acha mais descoberto que ate setenta e sete, ou setenta e oito graos daltura, em que se montaõ mil e trezentas e tantas legoas. E da parte do sul ate novecentas por ser descuberto cincoenta e dous, ou cincoenta e tres grãos, que o Estreito por onde o Magalhães passara, juntas todas fazem em soma duas mil e duzentas, tiradas de seis mil e duzentas ficão por descobrir quatro mil legoas* » (*ibid.*, p. 99).

11 Cité dans Serge Gruzinski, *L'Aigle et le Dragon. Démesure européenne et mondialisation au xvi^e siècle*, Paris, Fayard, 2012, p. 407, n. 1.

américaines au travers de la machine coloniale castillane se retrouve dans les caisses chinoises¹².

14

La prise en tenaille du globe s'accompagne d'une mise en mots et d'une mise en images. En 1938, Martin Heidegger écrivait que « le processus fondamental des Temps modernes c'est la conquête du monde en tant qu'image conçue¹³ ». La formule s'applique parfaitement à nos Ibériques. Dans le sillage des navires de Lisbonne et de Séville, la Terre apparaît pour la première fois non seulement comme un globe et une réalité tangible, mais aussi comme un espace navigable de part en part, à la fois physiquement connaissable, mesurable et représentable, et par conséquent partout prenable. Les productions des cartographes portugais viennent immédiatement à l'esprit, qu'ils aient œuvré au service de la Couronne portugaise ou de la Couronne castillane. La mise en carte de l'ensemble du globe est d'abord ibérique et surtout portugaise. Elle prend diverses formes, depuis les grandes cartes murales destinées aux princes et aux prélats jusqu'aux instruments de navigation qu'on mettait à l'abri des collectionneurs indiscrets et surtout des rivaux européens. Où se faire une idée de l'image que la péninsule Ibérique produit du monde ? Dans deux laboratoires privilégiés : la *Casa da Guiné, Mina e India* de Lisbonne, et la *Casa de la Contratación*, ouverte à Séville en 1503 et conçue sur le modèle de la précédente.

L'image de ce rapport au monde se déploie sur différents supports : la mappemonde de Juan de la Cosa (1500), la carte volée par Alberto Cantino en 1502 et plus encore le *Padrón Real* de Diogo Ribeiro (1527), première représentation du monde fondée sur une observation des latitudes, sans oublier le planisphère portugais de Andreas Homem (1559 ; 1,5 x 3 m) ou encore l'étrange carte en fuseaux de Bartolomeu Velho, dite *Carta general do orbe* (1561)¹⁴.

12 Je renvoie à l'abondante littérature qui, autour d'André Gunder Frank, Bin Wong et Kenneth Pomeranz, a exploré les rapports respectifs de l'Amérique avec l'Europe et l'Asie.

13 Martin Heidegger, *Chemins qui ne mènent nulle part*, trad. fr., Paris, Gallimard, 1962, p. 123.

14 <<http://expositions.bnf.fr/marine/arret/03-3.htm>>.

Cartes et atlas se multiplient bien avant celui d'Abraham Ortelius, publié à Anvers, hors de la péninsule Ibérique mais au cœur des Pays-Bas espagnols, sur les presses de Plantin, et qui est parvenu à éclipser tous les autres. On songe aux travaux d'un cosmographe métis de l'Inde portugaise, Fernão Vaz Dourado. Le recueil qu'il offre en 1571 au roi Sébastien est un atlas universel de dix-sept cartes dont deux sont exclusivement consacrées au Brésil : la côte orientale et la partie méridionale de l'Amérique du Sud¹⁵. Les Européens du xvi^e siècle apprennent donc littéralement à tenir le monde entre leurs mains, autant pour satisfaire des ambitions politiques et commerciales que pour se forger une vision planétaire où le local se retrouve automatiquement pris dans un cadre global.

L'expérience ibérique nous enseigne aussi qu'une différence d'un degré sur une carte peut devenir un enjeu diplomatique et économique ; c'est bien pour cette raison que le rôle politique des géographes et des cartographes s'affirme pour la première fois avec autant de force dans la construction des empires maritimes européens. Plus généralement, les rapports de la science, de la guerre et de la politique prennent alors en Europe un cours radicalement nouveau.

Ajoutons que c'est aussi parce que les cosmographes ibériques travaillent sur un axe Est-Ouest que Gerard Mercator le prend pour repère pour établir sa fameuse projection en 1569. En effet, en représentant avec un maximum de précision les territoires situés de part et d'autre de l'équateur, l'invention de Mercator favorise les zones contrôlées ou fréquentées par les Ibériques ; elle privilégie le réseau global de leurs navigations. Et bien sûr, en parvenant à représenter le globe sur un plan de manière presque satisfaisante, la projection de Mercator marque une nouvelle étape dans une saisie globale du monde.

Mais d'autres entreprises d'inventaire peuvent retenir l'attention, comme la *Suma Oriental* de Tomé Pires, premier précis européen de géographie économique consacré aux pays de l'Asie. En 1511, il quitta Lisbonne pour occuper diverses fonctions en Orient, dont celle de

15 Ronald Raminelli, *Viagens ultramarinas. Monarcas, vassalos e governo a distancia*, São Paulo, Alameda, 2008, p. 30.

« facteur des drogueries » : il était chargé de l'achat des épices pour le compte de la Couronne du Portugal. Pires achève sa *Suma* autour de janvier 1515¹⁶, à laquelle fait pendant pour l'Amérique une œuvre moins méconnue, le *Sumario de la natural historia de las Indias*, dans lequel Gonzalo Fernández de Oviedo présente les Indes nouvelles en 1526.

On rattachera à ces entreprises de description générale, d'inventaire et de mise en chiffres *La Geografía y descripción universal de las Indias* de Juan López de Velasco (1574), les fameux questionnaires lancés pour préparer la rédaction des relations géographiques des Indes, et ces mêmes relations qui constituent un autre massif foisonnant de données, dont on peut avancer qu'il correspond au premier catalogue systématique d'une partie de la planète, à la première enquête statistique commandée par un État européen. Avec toujours cette distinction majeure dans l'esprit des Ibériques, et tout particulièrement des Castellans, entre ce qui est conquis et connu, et ce qui n'est pas encore connu (*terra nondum cognita*) et donc à prendre – distinction qui deviendra le leitmotiv de l'expansion européenne jusqu'au XIX^e siècle¹⁷.

La géographie est donc pratiquée avant tout comme un instrument de gouvernement, et même d'anticipation politique. Dans sa *Géographie et description universelle* (1574), López de Velasco intègre le Brésil dans la description des Indes de Castille, tout en reconnaissant que cette terre est portugaise, mais le conseil des Indes fait barrer cette mention. De la même façon, la côte de la Chine est annexée à la démarcation castillane¹⁸. « La Chine, écrit López de Velasco, appartient à la démarcation des rois de Castille même si jusqu'ici nul ne l'a découverte ou n'en a pris possession

16 On se reportera à la traduction en anglais d'Armando Cortesão (éd.), *The Suma Oriental of Tomé Pires and the Book of Francisco Rodrigues*, [1978], New Delhi/Madras, Asia Educational Services, 1990.

17 Peter Sloterdijk, *Le Palais de cristal. À l'intérieur du capitalisme planétaire* [2005], trad. fr., Paris, Maren Sell, 2006.

18 « *Aunque la provincia y tierra del Brasil es de los Reyes de Portugal* » (Juan López de Velasco, *Geografía y descripción universal de las Indias*, op. cit., p. 286).

au nom des rois de Castille¹⁹ ». Peu après, un Napolitain au service de Philippe II, Giovanni Battista Gesio, renchérit en élargissant encore l'Atlantique et en rétrécissant le Pacifique pour complaire à Madrid. Les experts de la Castille sont accoutumés à déplacer l'hémisphère espagnol aux dépens des Portugais en manipulant les chiffres sur une échelle planétaire. Leurs rivaux portugais en font autant.

L'inventaire des sociétés, de la faune et de la flore extra-européennes fait partie de ces entreprises. En 1569, le dominicain portugais Gaspar da Cruz publie son traité sur « les choses de la Chine », une première dans l'édition européenne. Un an plus tard s'achève la grande enquête du franciscain Bernardino de Sahagún, qui aboutit à la rédaction de l'*Histoire générale des choses de la Nouvelle-Espagne* (1570). Celle-ci trouvera son pendant au début du XVII^e siècle dans l'œuvre accomplie par un autre franciscain, portugais cette fois, Frey Cristovão de Lisboa, autour d'une histoire naturelle et morale de l'Amazonie, dont les illustrations sont d'une qualité exceptionnelle pour l'époque²⁰.

CONSCIENCE-MONDE : CONSCIENCE IMPÉRIALE OU CONSCIENCE CRITIQUE ?

Les Ibériques se sont retrouvés face à la plupart des grandes civilisations du globe et à des myriades de populations que l'on a longtemps qualifiées de primitives²¹. La simultanéité des contacts et des intrusions me paraît être ici une donnée essentielle : la découverte de Mexico-Tenochtitlan et sa description par Hernán Cortés est contemporaine de la visite que rend le Portugais Domingo Paes à Hampi, capitale du royaume de Vijayanagar où règne Krishna Deva Raya comme Moctezuma règne

19 *Ibid.*, p. 300 ; Serge Gruzinski, *L'Aigle et le Dragon*, *op. cit.*, p. 366. Juan Bautista Gesio critiquera les cartes de López de Velasco afin d'annuler les prétentions portugaises sur le Brésil, de libérer la Castille de ses engagements sur les Moluques et d'ouvrir la Chine, le Japon et les Philippines à la colonisation. Dans la *Geografía*, Velasco calcule la position du Brésil à partir de Mexico, et non pas de Lisbonne.

20 Cristovão de Lisboa, *História dos animais e arvores do Maranhão*, éd. Jaime Walter, Lisboa, Comissão Nacional para as Comemorações dos Descobrimentos Portugueses, 2000.

21 Serge Gruzinski, *L'Aigle et le Dragon*, *op. cit.*, p. 203.

à Mexico. Les Ibériques sont les seuls Européens à s'offrir les fastes de la civilisation aztèque et les splendeurs de la civilisation hindoue. La même simultanéité préside à la rencontre du Portugais Tomé Pires avec l'empereur Ming Zhengde et à celle de Moctezuma avec Hernán Cortés²².

Le parallélisme et l'accélération de ces prises de contacts – qui démultiplient l'autre et les face-à-face – orientent le rapport des Ibériques à la planète. Ce rapport se construit sur l'accroissement sans précédent des connaissances géographiques, scientifiques et « ethnographiques », sur la remise en cause des certitudes héritées de l'Antiquité et du Moyen Âge, avec l'ouverture en continu de nouvelles voies de circulation et d'échange. Les perspectives planétaires offertes aux marchands comme aux missionnaires modèlent cette relation au monde, qui suppose toujours une énorme prise de risques. C'est pourquoi, comme Carl Schmitt l'a souligné, l'expansion ibérique modifie l'interprétation juridico-politique du rapport entre espace et politique. Et ce sont les théologiens qui, dans les mondes ibériques, réfléchissent aux implications de la mise en place d'un ordre spatial global²³.

On peut donc s'interroger sur l'émergence d'une conscience-monde en insistant sur le rôle de la théologie politique et des horizons/aspirations universalistes dont elle est porteuse alors qu'à la même époque, dans le reste de l'Europe, les théoriciens du pouvoir temporel raisonnent sur des espaces limités et circonscrits où s'exercent le pouvoir politique et la souveraineté. D'où la place majeure de l'université et de dominicains comme Francisco de Vitoria et Bartolomé de Las Casas ou de jésuites comme José de Acosta et Antonio Vieira.

« Conscience-monde » : la formule peut sembler excessive. Elle désigne l'effort pour construire une image cohérente du globe qui tienne compte de la dilatation des horizons européens et qui fasse sens. Les Ibériques doivent apprendre à se positionner et à orienter leur action face aux dimensions changeantes du monde. On construit des objets nouveaux toujours inscrits dans notre horizon contemporain – le Mexique du franciscain Bernardino de Sahagún, la Chine du dominicain Gaspar

²² *Ibid.*

²³ Carl Schmitt, *Le Nomos de la Terre*, trad. fr., Paris, PUF, 2001.

da Cruz, les Indes occidentales de José de Acosta – et on les situe par rapport au monde connu des Européens. Ces opérations de construction soumettent invariablement les autres parties du globe aux catégories de la cosmographie, de la chorographie et de l'histoire élaborées dans le Vieux Monde. Elles contribuent également à définir l'identité des visiteurs ibériques en ratifiant leur supériorité (face aux Américains) ou leur position de faiblesse et d'insécurité (face aux Chinois).

Quelle conscience les Ibériques et leurs hôtes respectifs prenaient-ils de la dilatation de leur présence à l'échelle du globe ? Quel regard et, éventuellement, quel regard critique étaient-ils à même de porter sur les rapports qui se créaient avec d'autres régions du monde ? La prise de conscience est progressive et cumulative. L'irruption des Portugais dans l'Inde d'Alexandre le Grand, la découverte par Cortés d'une civilisation sur l'*altiplano* mexicain, la traversée du Pacifique et le retour par l'océan Indien des survivants de l'entreprise de Magellan posent les jalons majeurs d'une perception de la diversité et de la globalité du monde²⁴. On peut en repérer les traces dans les récits portugais sur l'Afrique (Gomes Eanes de Zurara en 1453), les lettres du Milanais Pierre Martyr d'Anghiera (*De Orbe Novo*) et celles de Hernán Cortés, les écrits d'Antonio Pigafetta, le *De Moluccis Insulis* de Maximilien Transylvain (1523), consacrés au premier tour du monde, ou encore la *Somme orientale* de Tomé Pires.

Ces pionniers européens sont relayés par des observateurs postés en différents carrefours du globe : les Caraïbes et l'île de Santo Domingo pour le chroniqueur Gonzalo Fernández de Oviedo et le dominicain Las Casas ; Lima pour le jésuite José de Acosta ; Goa pour Diogo do Couto ; le Cap-Vert avec André Donelha ; Salvador de Bahia pour le jeune jésuite Antonio Vieira ; l'Amazonie pour Estácio da Silveira, etc.

Au sein de cette conscience-monde, l'exaltation de la Monarchie catholique, ou du rôle providentiel du peuple portugais, joue toujours

24 Voir les deux essais majeurs de Giuseppe Marocci, *L'invenzione di un impero. Politica e cultura nel mondo portoghese (1450-1600)*, Roma, Carocci, 2011, et *A consciência de um império. Portugal e o seu mundo (sécs. xv-xvii)*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2012.

un rôle majeur. Avec parfois une dimension critique qui peut atteindre le radicalisme d'un Bartolomé de Las Casas. Le dominicain définit ce que doivent être les relations de l'Espagne de Charles Quint et de la chrétienté avec les habitants des Indes : il pense le monde amérindien dans sa totalité et, surtout, il fait du thème de la destruction – un classique, sinon une obsession sur la péninsule Ibérique – le leitmotiv de sa représentation de l'Amérique et du monde. Les Castillans détruisent les Indes et en retour la destruction risque de s'abattre sur la Castille. Il faut donc à tout prix éviter « la perte absolue de tant de gens et le dépeuplement de terres si étendues [...]. Il faut empêcher les fléaux que Dieu inflige et infligera à cause d'eux à toute l'Espagne²⁵ ».

20

Un autre continent, l'Afrique, n'est pas oublié. Au début du premier livre de son *Historia de las Indias*, le dominicain dénonce avec la même virulence la conquête et la mise en esclavage de cette partie du monde.

On retrouve un siècle plus tard, cette fois du côté portugais, à Bahia et en Amazonie, en la personne du jésuite António Vieira, une voix aussi percutante. Les fameux sermons de Vieira contiennent un double plaidoyer en faveur des Indiens et des Noirs. En 1633, Vieira prêche dans un moulin à sucre de la région de Bahia et s'adresse aux esclaves africains avec des formules et des images saisissantes : « Alors que les autres naissent pour vivre, ceux-ci naissent pour servir [...] ; un navire arrive d'Angola et pond le même jour cinq cents, six cents et peut-être mille esclaves²⁶ ». Non seulement Vieira se forge une idée globale de la *conquista*, mais il met en parallèle le mouvement de découverte du monde enclenché par les Portugais et l'envolée des savoirs provoquée par le dévoilement des secrets du monde : « Les Portugais sont allés avec l'épée là où l'intelligence de saint Augustin n'a pas su arriver ». Mais Vieira, sans conteste la figure majeure du XVII^e siècle portugais, n'est pas Las Casas. Il ne jette pas l'opprobre sur le Portugal, il préfère au contraire projeter son peuple dans le futur radieux du Cinquième Empire.

25 « La total pérdida de tantas gentes y despoblación de tan luengas terras [...] impedir los azotes que Dios da e há de dar por ellos a toda España » (Bartolomé de Las Casas, *Tratados*, Mexico, FCE, 1997, vol. 1, p. 457-458 : « *Tratado tercero. Disputa o controversia* »).

26 António Vieira, *Essencial*, São Paulo, Companhia das Letras/Penguin, 2011.

Il faudrait aussi évoquer d'autres voix, comme celle du chroniqueur Diogo do Couto que l'on entend à Goa, capitale de l'Inde portugaise, lorsqu'il s'en prend à la machine coloniale portugaise dans son ensemble. Le *Soldado pratico – Le Soldat expérimenté* – constitue l'un des textes majeurs pour comprendre les rapports du Portugal à l'Inde portugaise et les failles de la présence coloniale en Asie. Ce n'est plus la voix de l'Église, mais celle des Portugais laissés pour compte de la colonisation²⁷.

On trouve encore d'autres témoins de la dilatation des espaces connus des Européens et de cette mondialisation embryonnaire dans les rangs des lettrés indigènes et métis du Nouveau Monde, qui font eux aussi partie des mondes ibériques : chez le Chalca Chimalpahin qui, au début du xvii^e siècle, situe son Mexique, la Nouvelle-Espagne, par rapport aux autres continents, et prend la plume pour réagir aux nouvelles de la France ou du Japon ; ou encore chez le péruvien Guaman Poma de Ayala, qui puise dans *Le Livre des coutumes de tous les gens du monde et des Indes* de Johan Boemus de quoi situer le Tawantisuyu sur la planète. Guaman Poma compare les Indiens des Andes à ceux de Mexico et aux « Indiens de l'empereur de Chine²⁸ ». À ses yeux, les Noirs de Guinée et les Andins ont les mêmes droits sur les terres qu'ils habitent²⁹. Il n'oublie pas l'Afrique tandis que dans son *Bref traité des fleuves de la Guinée du Cap Vert*, Alvares de Almada, un mulâtre trafiquant d'esclaves et chevalier du Christ, se révèle pleinement conscient de l'inclusion de l'Afrique portugaise dans les réseaux atlantiques.

Enfin, on ne peut plus aujourd'hui s'interroger sur les rapports de la péninsule Ibérique au reste du monde sans donner la parole aux autres, pas seulement, *political correctness* oblige, aux représentants des sociétés colonisées, mais aussi aux témoins extérieurs : le grand livre de George Elison, *Deus Destroyed: The Image of Christianity in Early Modern Japan*, reste incontournable³⁰, auquel j'ajouterai l'extraordinaire vision offerte

27 Diogo do Couto, *O soldado pratico*, éd. Reis Brasil, Lisboa, Publicações Europa-América, 1988.

28 Serge Gruzinski, *Les Quatre Parties du monde*, op. cit., p. 234.

29 *Ibid.*, p. 239.

30 George Elison, *Deus Destroyed: The Image of Christianity in Early Modern Japan*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1988.

par une chronique anonyme d'Istanbul, le *Tarih-i Hind-i garbi*³¹, qui décrit par le menu la découverte, la conquête et la colonisation des Indes de Castille et propose les moyens de remédier à cette monstruosité qu'est aux yeux d'un croyant musulman la christianisation des Indiens³². Comment aujourd'hui, dans notre pays et dans nos collèges, ignorer un point de vue musulman sur la conquête espagnole et portugaise de l'Amérique ? La mappemonde de l'amiral ottoman Piri Reis est non seulement le témoin d'une carte perdue de Christophe Colomb, mais aussi la première carte de la côte brésilienne à indiquer Cabo Frio et Rio de Janeiro.

MONDES MÊLÉS ET NAISSANCE D'UNE SPHÈRE GLOBALE

Le temps manque pour évoquer d'autres questions suggérées par l'expansion ibérique. Celle-ci est davantage qu'une entreprise de conquête, de colonisation et de christianisation. Elle s'emploie à transformer les sociétés conquises en les occidentalisant, nous tendant ainsi un miroir de la modernité européenne en gestation. À l'occidentalisation, les sociétés soumises réagissent en produisant des métissages qui sont bien autre chose que des phénomènes culturels. Je n'y reviendrai pas. Surtout, n'oublions pas que la légende noire a expulsé l'histoire ibérique de la mémoire européenne au nom de l'extermination des populations indigènes, mais aussi par mépris des sociétés métisses, donc impures, qu'Espagnols et Portugais avaient laissées sur leur passage. De grands historiens anglo-saxons ont été jusqu'à mettre au compte des métissages, et donc de la dégénérescence et de l'impureté raciale, le déclin de l'empire portugais³³.

31 Accessible dans la traduction de Thomas Goodrich, *The Ottoman Turks and the New World: A Study of Tarih-i Hind-i Garbi and Sixteenth-Century Ottoman Americana*, Wiesbaden, Otto Harrassowitz, 1990.

32 Serge Gruzinski, *Quelle heure est-il là-bas ? Amérique et islam à l'orée des Temps modernes*, Paris, Éditions du Seuil, 2008.

33 « *Perhaps today, ironically, it is the Portuguese, with their messy, hybrid histories of commercial, cultural and sexual exchanges with different cultures, who have come to more adequately define the ethos of the early modern world* » (Jerry Brotton, *Trading Territories, op. cit.*, p. 47-48).

Entre le reste du monde et la péninsule Ibérique se développent des espaces intermédiaires qui ne sont périphériques que vus d'Europe. Ces espaces mobiles, médians, échappent en partie au contrôle des Couronnes et de l'Église de Rome. Dotés d'une relative marge de manœuvre, ils précèdent donc l'apparition de la sphère publique dont Jürgen Habermas fait remonter l'émergence au XVII^e et plus encore au XVIII^e siècle européens³⁴.

Ces espaces de sociabilité se multiplient tout au long du XVI^e siècle. Ils regroupent pêle-mêle des marchands, des missionnaires, des militaires originaires de la péninsule Ibérique, avec des mandarins chinois, des nobles japonais, mexicains, péruviens, des marchands gujarati et malais, des trafiquants d'esclaves et des princes africains, auxquels s'ajoutent tous les rejetons métis nés de ces rencontres et tous les intermédiaires et passeurs qui prolifèrent dans ces marges. S'improvisent alors des communautés d'intérêts qui ne s'alignent pas forcément sur les politiques de Lisbonne ou de Madrid, dont voici deux exemples. Au début du XVII^e siècle, des contacts diplomatiques se nouent entre le shogun et des créoles de Mexico afin de développer les échanges transpacifiques, comme en témoigne la rencontre de Rodrigo de Vivero avec Hidetada Tokugawa³⁵. Dans les années 1640, les grandes familles de Rio (Salvador Correa de Sa) traversent l'espace de l'Atlantique sud et font, loin du regard de Lisbonne, la reconquête de l'Angola tombé aux mains des Hollandais³⁶.

Des îles, des marchés, des ports, des navires, mais aussi des couvents de réguliers et des collèges jésuites, des hôpitaux, des jardins botaniques accueillent ces réseaux proliférants et cette sociabilité nouvelle bricolée, développée autour d'intérêts partagés, de savoirs nouveaux et de pratiques communes dans le cadre de « *troublingly unfamiliar encounters*³⁷ ».

34 Jürgen Habermas, *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise* [1962], trad. fr., Paris, Payot, 1978.

35 Rodrigo de Vivero, *Du Japon et du bon gouvernement de l'Espagne et des Indes*, éd. Juliette Montbeig, Paris, SEVPEN, 1972.

36 Charles Ralph Boxer, *Salvador de Sá and the Struggle for Brazil and Angola, 1602-1686*, [1952], Westport (Conn.), Greenwood Press, 1975.

37 Jerry Brotton, *Trading Territories*, *op. cit.*, p. 82.

Initiatives diplomatiques et économiques, productions littéraires et scientifiques (Garcia da Orta à Goa), échanges continus d'informations et de techniques, nouvelles formes de solidarité et de coopération prêtent à cette sphère nouvelle qui s'ébauche sur une partie de la planète une importance et une autonomie que l'on ne devrait pas négliger. Les pilotes musulmans sur les vaisseaux portugais, les truchements qui accompagnent partout les Ibériques ne sont qu'une composante de cette sphère pragmatique qui s'organise au contact de la présence ibérique en Afrique, en Amérique et en Asie. Manille devient ici, au même titre que Macao, un port où des Européens s'initient au monde chinois et où des Chinois se familiarisent avec les sociétés et les pratiques ibériques.

24

Ces échanges sont le plus souvent occultés ou gommés. Les fameuses cartes de Cantino et de Caverio sont pourtant impensables sans ces échanges incessants, sans les emprunts à des savoirs locaux et musulmans, notamment en ce qui concerne le calcul des latitudes et les descriptions territoriales³⁸.

L'auteur de *Peregrinação*, le portugais Fernão Mendes Pinto, reste le témoin irremplaçable de la pénétration de Lisbonne en zone chinoise et japonaise³⁹. Si les données historiques qu'il transmet sont souvent confuses ou manipulées, ses descriptions nous sont précieuses car elles demeurent sans équivalent. En effet, Mendes Minto décrit les mécanismes clandestins qui dans les années 1540 organisent la collaboration des marins de Lisbonne avec leurs divers partenaires asiatiques. L'île de Liampo, au large de la ville chinoise de Ningbo, au sud-est de la région de Shanghai, offre une image vivante de cette sphère embryonnaire, où l'on oublie le choc des civilisations au profit des affaires, où les obstacles linguistiques, culturels, religieux sont tous escamotés en faveur d'une convivialité unanimement vouée à la recherche du profit. La rade discrète de Liampo accueille contrebandiers chinois, gens de Patane, de Malacca, pirates japonais et évidemment aventuriers portugais. Mais autant que cet îlot chinois, les navires de la mer de Chine constituent

38 *Ibid.*, p. 82.

39 Fernão Mendes Pinto, *The Travels of Mendes Pinto* [1614], éd. Rebecca D. Catz, Chicago, The University of Chicago Press, 1989.

des microcosmes où coexistent diverses religions, où l'on parle plusieurs langues et où l'on jongle avec les techniques de navigation, où l'on se partage les butins.

Pour conclure, je dirai un mot d'une expérience menée au sein d'une classe de seconde, au sein du lycée Jean Rostand, à Roubaix, la ville la plus pauvre de France, par un de nos collègues. Le programme de classe de seconde proposait de choisir entre la Chine et le Mexique. Leur professeur d'histoire, Laurent Guitton, a jugé que l'ouvrage que nous avons consacré aux deux entreprises de Cortés et de Pires qui confrontèrent les Ibériques avec deux civilisations majeures du globe, la Chine et la Mésoamérique, pouvait susciter l'intérêt, la curiosité, voire une appropriation de la part d'une population scolaire particulièrement défavorisée, en majorité fils et filles de l'immigration. Ramener la scène historique du XVI^e siècle à ce quadruple affrontement est certainement une simplification abusive du passé, nul ne le contestera. Mais cela a été aussi le moyen de familiariser un public de collégiens avec un moment historique déterminant pour le cours de l'histoire moderne, tous continents confondus⁴⁰. Puis, en mai 2013, les collégiens ont porté sur la scène du théâtre Pierre de Roubaix l'affrontement des Espagnols avec les Aztèques et celui des Chinois avec les Portugais, après avoir réfléchi une année durant sur les mérites comparés de deux entreprises de colonisation, le choc des cultures et les images d'un autre qui se révèle être duel. Cette expérience roubaisienne m'a confirmé que la riche période que couvre la question proposée au concours est fertile en débats et en matériaux de ce type, et je me réjouis qu'un grand concours de recrutement lui concède enfin l'importance qu'elle mérite.

40 Et ce fut aussi l'occasion de rompre avec les dualismes et les clichés qui encombrant la maigre mémoire que nous avons de cette période.

PREMIÈRE PARTIE

**Conquête et gestion
de nouveaux espaces**

DÉSOMBÉISSANCES COLONIALES
ET GOUVERNEMENT DES INDES DE CASTILLE,
SECONDE MOITIÉ DU XVI^e SIÈCLE

Gregorio Salinero
Université Panthéon-Sorbonne

L'ampleur des mouvements de désobéissance qui fleurirent aux Indes durant la seconde moitié du XVI^e siècle a été très largement minimisée. La trahison de Martín Cortés, marquis de la vallée d'Oaxaca et fils légitime d'Hernán Cortés, est emblématique de ce mécanisme. Après sept ans de procès, la justice du roi établit sa culpabilité pour crime de lèse-majesté. Les contemporains eux-mêmes doutèrent qu'il ait ourdi un complot pour liquider les auditeurs de Mexico et se faire proclamer roi. Une convergence de facteurs historiques et politiques rend compte de ce processus de réduction mémorielle très largement assuré par les chroniqueurs fidèles au parti du roi. Au travers des publications des américanistes, il peut sembler que les rébellions du domaine colonial castillan ont été fomentées exclusivement par les populations indigènes. Ces travaux ont engendré des réussites remarquables¹. Pourtant, loin de

1 Pierre Duviols, *La Lutte contre les religions autochtones du Pérou colonial. L'extirpation de l'idolâtrie, entre 1532 et 1660*, Lima, Institut français d'études andines, 1971; Philip Wayne Powell, *La guerra chichimeca (1550-1600)* [1952], trad. esp., México, Fondo de Cultura Económica, 1984; Ángel Barral Gómez, *Rebeliones indígenas en la América española*, Madrid, Mapfre, 1992; José Manuel Zavala, *Les Indiens Mapuche du Chili. Dynamiques inter-ethniques et stratégies de résistance, XVII^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 2000; Christophe Giudicelli, *Pour une géopolitique de la guerre des Tepehuán (1616-1619). Alliances indiennes, quadrillage colonial et taxinomie ethnographique au Nord-Ouest du Mexique*, Paris, Presses de la Sorbonne-Nouvelle, 2003.

se limiter à un face à face entre colons et Indiens, les guerres du xvi^e siècle mettent couramment aux prises les Espagnols entre eux, le plus souvent épaulés par des alliances indiennes. Ce fait pourtant connu n'a guère suscité de travaux d'historiens.

En son temps Marcel Bataillon avait attiré l'attention sur ces phénomènes en appelant de ces vœux « pour cette investigation [...] un réseau international de laboratoires ou d'ateliers. Une constellation de ceux-ci pourrait être consacré à connaître à fond le mouvement pizarriste, ses antécédents, ses ramifications et ses répercussions au travers de l'Hispania des deux Mondes² ». Avec l'un de ses collaborateurs, Robert Klein, il avait entrepris de réaliser un fichier de personnages mêlés à ces événements, sans résultat probant. Quoiqu'il en soit, on ne saurait réduire la rébellion des colons à une réaction éphémère contre la publication des *Lois nouvelles* de 1542. Celles-ci visaient à faire disparaître l'esclavage des Indiens et à supprimer progressivement les *encomiendas*, les répartitions d'Indiens que la Couronne avait commis aux bons soins des conquistadors. Cette tutelle faisait obligation à son titulaire de veiller à évangéliser les indigènes, à les éduquer et à assurer leur protection. Les premiers Espagnols les avaient transmises à leurs enfants. La génération en charge des *encomiendas* durant la seconde moitié du xvi^e siècle était précisément celle de leurs héritiers. Les tenants de ces répartitions, les *encomenderos*, n'étaient pas propriétaires des terres indiennes de leurs villages, pas plus qu'ils ne détenaient de juridiction sur leurs Indiens.

L'*encomienda* n'était pas une seigneurie. Elle relevait de la justice royale assurée par les *corregidores* et les audiences. Qui plus est, la Couronne prévoyait de recouvrer progressivement cette tutelle. Sauf dérogation particulière, les *encomiendas* devaient lui revenir après la première transmission de celle-ci en héritage, *encomienda en segunda vida*. *A contrario*, les *encomenderos* qui aspiraient à devenir d'authentiques seigneurs à la manière péninsulaire réclamaient la perpétuité de leurs

2 Marcel Bataillon, « Interés hispánico del movimiento pizarrista (1544-48) », dans Franck Pierce et Cyril A. Jones (dir.), *Actas del primer Congreso internacional de hispanistas*, Oxford, Dolphin Books, 1964, p. 47-56.

répartitions et la juridiction personnelle sur les Indiens. L'application des Lois Nouvelles avait été suspendue depuis longtemps lorsque l'inquisiteur La Gasca, envoyé au Pérou en tant que commissaire du roi et président de l'audience de Lima, se saisit de Gonzalo Pizarro le 9 avril 1548 lors de la bataille de Xaquixaguana. En effet, dès l'automne 1545 Charles Quint avait fait marche arrière quant à l'application des Lois pour le secteur du Mexique en admettant la transmission des *encomiendas* en seconde vie. Leur suspension partielle ne mit pas un terme aux projets d'insurrection pas plus qu'elle ne fit disparaître l'esprit de désobéissance. Au Pérou sans nul doute, leur contestation fit office de déclencheur du mouvement insurrectionnel. Celui-ci déborda cependant très rapidement la simple protestation contre les mesures de la politique péninsulaire pour se muer en contestation radicale de l'autorité du roi de Castille. Toutes catégories confondues, la plupart des insurgés n'appartenaient pas aux rangs des *encomenderos*; beaucoup aspiraient tout au contraire à le devenir. On assistait à la conjuration de ceux qui voulaient des *encomiendas*. L'intérêt des plus aisés convergeait avec celui des Espagnols dépourvus d'Indiens. Cette confluence de vue formait le ciment d'une union spécialement dangereuse pour la Couronne.

S'ajoute que les mouvements de désobéissance ne s'apparentaient pas à de simples révoltes nobiliaires ou seigneuriales. Ils relevaient tout à la fois de l'émeute fiscale, puisque la révision du tribut demandée aux Indiens suscitait le mécontentement, et de la révolte paysanne, l'organisation des coups de force se tramant le plus souvent dans les villages des *encomiendas*. Là, les migrants de fraîche date étaient souvent aux gages des colons plus riches. La Couronne pouvait arguer que les *encomenderos* et leurs héritiers formaient le groupe des gâtés de la conquête; mais en réalité, elle percevait parfaitement que la cohorte des migrants pauvres et des soldats désœuvrés constituaient le gros de la troupe des mécontents.

Les revirements et l'apparente indécision de la Couronne en matière de réglementation faisaient planer une insupportable menace au-dessus de la tête des colons. Bien des conjurations des années 1550 et 1560 furent ourdies sur les bases incertaines de quelque rumeur concernant les mesures contradictoires de la péninsule. On se contentera ici de faire allusion à quelques unes des rébellions les plus marquantes. Les répliques

ne manquèrent pas au tremblement suscitées par l'insurrection de Pizarro, qui dura de 1544 à 1548 : rébellions de Sebastián de Castilla, d'Egas de Guzmán et d'Hernández de Girón, qui échouèrent en 1553 et 1554 ; rébellions de Rodrigo de Contreras et de ses fils au Nicaragua, au Costa Rica et au Panama, dont les poursuites judiciaires durèrent jusqu'en 1554 ; soulèvements à La Paz d'Antonio Carrillo et Francisco Boloña dans la mouvance d'Hernández de Girón ; périple de Lope de Aguirre et de ses complices poursuivis jusqu'en 1561 par les troupes du roi ; complot de Martín Cortés initié en 1565. Suivirent nombre d'échos lointains de ces mouvements : le complot métis des Maldonado à Huamanga en 1567 ; la tentative de rébellion de La Paz menée en 1576 par un certain Alonso de Mena, ou bien en 1583, à Quito, le mouvement du jeune Miguel de Benalcazar. Il était des rébellions internes aux rébellions, et chacune s'égrenait en poursuites durables qui faisaient sentir leurs effets jusque dans les villages de la péninsule Ibérique où les descendants d'un rebelle pouvaient être poursuivis à leur tour des années après les faits.

Le gouvernement des Indes s'efforçait désormais d'enquêter sur chaque suspect. Il est vrai que l'insurrection andine de Gonzalo Pizarro avait mobilisé au bas mot 1 500 Espagnols, et celle de Francisco Hernández de Girón au moins un millier d'entre eux. Au début des années 1550, ils n'étaient pourtant guère plus de 3 000 à 4 000 dans le Pérou colonial. Le dépouillement des milliers de procès politiques de la seconde moitié du XVI^e siècle permet de redonner toute sa place à cette Amérique séditeuse³.

3 Ce texte vise seulement à relever quelques aspects traités dans Gregorio Salinero, *La Trahison de Cortés. Désobéissances, procès politiques et gouvernement des Indes de Castille, seconde moitié du XVI^e siècle*, Paris, PUF, 2014. Les procès dépouillés pour ces travaux se trouvent dans les séries Patronato et Justicia de l'Archivo general des Indias (désormais AGI), dans la série Diversos de Indias de l'Archivo histórico nacional (désormais AHN), et pour partie dans l'Archivo general de la nación à Mexico (désormais AGNM). Ils devraient être prolongés pour le XVII^e siècle et par un suivi accru de l'écho de ces affaires dans les archives notariales.

De la désobéissance passive, en passant par la désobéissance symbolique jusqu'à l'insurrection armée, toutes les formes d'insoumission à la Couronne étaient qualifiées de *rebelión*. Le Pérou est considéré comme la terre des traîtres, le pays où personne ne veut mourir pour le nom du roi. Aux premiers jours de l'accusation contre Martín Cortés, en juillet 1566, le prévenu se vit reprocher d'avoir constitué une ligue (*una liga*), dans le but de se soulever contre les autorités. Dès le 18 juillet, les auditeurs établirent les bases de l'accusation du marquis en un texte qui incriminait l'organisation active de la rébellion, *el trato de rebelión y levantamiento* de la Nouvelle-Espagne. La présomption se muait en incrimination argumentée. Plus tard, il fut question de *rebelión*, de *junta* et de *confederación*. Les termes restaient prudents. Le mot de *rebelión* demeurait le plus général.

Dans l'attente d'une qualification juridique précise, l'association malfaisante suffisait à justifier l'incarcération du marquis et de ses complices. La première accusation laissait de côté les prolixes efforts des juristes qui avaient commenté le *Corpus Iuris Civilis*, la grande compilation du droit romain. Ceux-là distinguaient la *coniuratio* de la *conspiratio* et de la *machinatio*⁴. La plupart pouvaient entrer dans la catégorie de la *proditio*, le crime de trahison doublé d'une alliance avec les ennemis du souverain. Événement avant sa conclusion, le complot de Cortés ne s'était pas soldé par une insurrection armée (*congregatio gentis armatae*). Le marquis n'en avait pas moins commis un attentat contre le service de Sa Majesté (*atentado al servicio de Su Majestad*). Seuls les documents très juridiques élaborés par le Conseil des Indes pour fonder la culpabilité de Martín Cortés établissaient le crime de *laesa maiestatis*. Néanmoins, le cumul des formes de désobéissances à la Couronne enregistrées contre le marquis aboutissait à qualifier son attitude de crime gravissime et très atroce, passible des châtements

4 Mario Sbriccoli, *Crimen laesae maiestatis. Il problema del reato politico alla soglia della scienza penalistica moderna*, Milano, Giuffrè, 1974.

les plus sévères. Il avait offensé Sa Majesté et contribué à démolir la République⁵.

Lors des procès, les juges se montrèrent particulièrement attentifs aux formes de désobéissance symbolique. Le marquis, activement secondé par Alonso de Ávila, un jeune *encomendero* de ses proches, fut condamné pour avoir voulu liquider les auditeurs en l'absence de tout vice-roi, prendre la maison royale et projeté de se faire proclamer roi du pays. La ligue ourdie depuis l'automne 1565 avait connu des hauts et des bas. Les délateurs et autres témoins qui l'éventèrent s'accordaient sur l'implication d'Alonso de Ávila et de son frère Gil de Ávila. Au fil des témoignages, une centaine d'autres individus, *encomenderos* et migrants pauvres venus de la péninsule, du Guatemala et du Pérou, furent dénoncés.

96

À n'en pas douter, la maison du marquis était la tête d'un vaste réseau de complicités séditieuses étendu à l'ensemble de l'Amérique espagnole. Qui plus est, la ligue s'enracinait dans les villages indiens des *encomenderos* proches de Cortés. Enfin, les franciscains, et tout spécialement ceux du couvent de Tezcuco (Texcoco), soutenaient activement la ligue. À la mi-juillet 1566, la tension était à son comble, en sorte que le mardi 16 juillet les juges procédèrent à l'arrestation d'une vingtaine de suspects. Les condamnations répétées prononcées contre le marquis insistaient sur la convergence des signes démontrant que l'accusé se comportait déjà à la manière d'un roi : durant certains offices, il se faisait apporter le grand missel de l'autel, ce qui était réservé aux princes ; lors du baptême de ses jumeaux, il avait fait construire une galerie entre sa maison et l'église de Mexico à la manière d'un roi ; il usait d'un sceau plus gros que celui d'un marquis ; dans les villages de ses domaines, il avait fait enlever les armes du roi de Castille au profit des siennes.

Le repas indien offert à Martín Cortés par Alonso de Ávila le premier dimanche de novembre 1565 glaça d'effroi les auditeurs. À la nuit tombante, Ávila entra dans Mexico en compagnie de 24 à 30 cavaliers et arquebusiers déguisés en Indiens. Accompagnée de nombreux indigènes

5 « *ofendido a su real majestad y demolido contra la república* » (AGI, Patronato 211, R. 11, *Ejecutoria y otros papeles de las sentencias*, accusation du 26 juillet 1566).

venus des villages du ligueur, la troupe apportait une infinité de plats somptueux en offrande au marquis et à son épouse. Chose impensable pour un riche *encomendero*, les potiers indiens de Coautitlán réalisèrent pour l'occasion toute la vaisselle en terre dans laquelle fut servi le banquet. Verres et jarres portaient la lettre R en guise d'ornement. Les carafes comportaient l'anagramme « REIAS » surmonté d'une couronne. Un N se superposait à la lettre A de cette inscription qui selon les auditeurs signifiait *Reinarás* (« tu règneras »). Parmi les invités de marque figurait notamment le licencié Valderrama, commissaire du roi et visiteur de la Nouvelle-Espagne.

Des jours durant, les juges de Mexico furent convaincus que la fête sonnait l'hallali de l'audience. Aussi n'eurent-ils de cesse de savoir qui y avait assisté. Au-delà de la vulgate, les témoins fournirent une infinité de précisions. Le licencié Espinosa, qui avait préparé l'arrivée d'Ávila, expliqua que la joyeuse troupe avait fait halte dans la paroisse de Santiago. Ávila était déguisé en cacique indien, différemment des autres cavaliers. Il s'agenouilla devant le marquis au moment de l'accueil de la troupe – une scène qui singeait la soumission de Moctezuma à Hernán Cortés. Espinosa relata la réponse faite par Ávila à plusieurs chevaliers qui flattaient l'opulence du repas : « Que nous soyons bien remplis, allons-nous repaître ! Puisque le roi veut nous enlever le pain de la bouche faisons d'abord bombance ! » Le sens de la scène d'hommage du faux Moctezuma à Martín Cortés, pas plus que celui de la métaphore politique du repas pantagruélique, ne pouvaient échapper à personne. Au total, la soirée atteignit probablement la centaine de convives, hommes ou femmes, un nombre bien supérieur à ceux qui étaient dans la privauté du marquis. Les agapes terminées, la mascarade se poursuivit bruyamment dans les rues de Mexico. La démonstration était faite que les villages des *encomiendas* constituaient l'arrière-boutique de l'insurrection ; une frontière d'autorité, interne aux territoires de la Couronne, et au-delà de laquelle les agents du roi de Castille n'avaient plus aucun pouvoir. Le moment venu, les ligueurs n'auraient aucun mal à liquider les officiers du roi. Chacun de ces faits fut qualifié de *rebelión*.

La première accusation portée contre Cortés, le 26 juillet 1566, demandait son exécution pure et simple et la confiscation de l'ensemble

de biens. Le procès mexicain fut poursuivi à Madrid, cependant que le condamné était transféré dans la péninsule avec une dizaine d'autres accusés. Selon deux arrêts des 23 et 27 septembre 1571, le conjuré fut condamné à souffrir l'exil perpétuel des Indes, le service armée de Sa Majesté dix ans durant et la séquestration de ses biens. L'appel fut rejeté le 24 septembre 1572, en une *sentencia definitiva en grado de revista*. Les conditions selon lesquelles la peine devait être purgée furent précisées par divers *autos*. Martín se rendrait à Oran dans un délai de trois mois et paierait une amende de 50 000 ducats, ainsi que les frais de justice. La décision fut confirmée en mars 1573. D'autres textes fixèrent le détail des prélèvements et du montant des sommes dues en frais de justice⁶.

98

Après avoir pris le chemin d'Oran et avoir payé 20 lances pour servir contre les Maures, la peine du coupable fut réduite et le marquis put rentrer à Madrid au début des années 1580. Entre-temps, le Conseil des Indes avait affûté le couperet des audiences en développant leur argumentaire juridique.

Sans entrer ici dans l'extrême sophistication de ces textes castillans et latins, retenons l'argumentaire déployé contre le marquis dans la condamnation produite par le Conseil des Indes en 1571⁷. Ce fut l'un des rares textes à qualifier la *rebelión* de crime de *laesa maiestatis*. L'instruction démontrait la correspondance entre les preuves particulières et les preuves générales – la notoriété des faits – à charge contre le condamné : la conjuration avait bien eu lieu. Au titre de cette concordance, les délateurs étaient admis en tant que témoins recevables et leurs affirmations prévalaient sur toute difficulté concernant les preuves particulières. Les infractions symboliques au respect de l'autorité du prince étaient réelles. Elles attestaient de la préméditation et du caractère secret de la conjuration. Les plus importants auteurs de traités sur la

6 AGI, Patronato 208, R. 1, fol. 46-49 : accusation du procureur, le licencié Contreras, 26 juillet 1566 ; Patronato 211, R. 11 : *Testimonio presentado en México por el licenciado Arteaga Mendiola*, 1^{er} octobre 1573, sentences et leurs précisions ; Patronato 171, N. 1, fol. 20.

7 AHN, Documentos de Indias, Diversos colecciones, 39, N. 1, fol. 116-126 : *La culpa que resulta contra don Martín Cortés*.

tyrannie s'accordaient sur ce point⁸. L'ignominie du délit se révélait d'autant plus remarquablement que celui-ci était commis dans un royaume éloigné de la personne du roi et qui avait vécu en paix jusqu'à l'arrivée du marquis. Qu'il ne soit pas parvenu à ses fins n'annulait pas la machination, à savoir la rébellion par le fait de parole définie notamment par le juriste pisan Bartolo de Sassoferrato. Il fallait alors procéder contre le traître à l'identique des cas les plus exécrables (« *in tracta quomo in crimi. les maiest.*⁹ »). Aux délits de parole s'ajoutaient les faits de complicités et la durée du complot qui permettaient de classer celui-ci parmi les conjurations les plus atroces. La gravité de tels cas fondait la légitimité du recours à la torture.

Les preuves mineures suffisaient alors à prononcer les peines ordinaires (« *minor probatio est sufficiens ad panam ordinariam doctri^a vulga¹⁰* »). De même, il permettait de recevoir tous les témoins, les serfs, les vassaux, les maures et jusqu'aux criminels (« *in causa conspirationis contra principem vet rempublicam admittuntur ad faciendam probationem omnes testes; servi ficdei, mauri, muheres, minores, criminosi et alia persone¹¹* »). La congrégation armée d'hommes de qualité aggravait irrémédiablement le délit. Le juriste milanais Bossi avait établi une gradation des catégories de rébellion reposant sur la prise en compte du rang des conjurés. Les juristes du Conseil des Indes jugèrent que la majorité des rebelles étaient *caballeros e hidalgos*, des gentilshommes qui appartenaient à des familles renommées. L'ordre social des nobles et des titres entrainait dans la Majesté conçue comme un ensemble hiérarchique¹². Élevée au rang d'attribut charismatique du pouvoir, celle-ci s'élargit au large champ de la *potestas*, celui de l'exercice de l'autorité du prince. Le droit du crime de lèse-majesté ne concernait donc pas seulement

8 *Ibid.*, fol. 137 : « *Ægidi Boffi. in sua practi. Crimi. intitu. de crimi. Les. Maiesta [...]; Hieroni Gigan. in tracta de crimi. Lesa. Maiesta... ; Bar. in d. tracta de Tyranide* ».

9 AHN, Documentos de Indias, Diversos colecciones, 39, N. 1, fol. 116-126 : *La culpa que resulta contra don Martín Cortés*.

10 *Ibid.*

11 *Ibid.*

12 Yan Thomas, « L'institution de la Majesté », *Revue de synthèse*, n° 3-4, 1991, p. 331-386 ; Mario Sbriccoli, *Crimen laesae maiestatis, op. cit.*, 3^e partie.

la personne royale. La protection s'étendait bel et bien à la totalité du groupe de ceux qui détenaient une part du pouvoir du roi. Les élites et les représentants du souverain constituaient ainsi le ciment de la Majesté érigée en abstraction à caractère métaphorique. La rupture des relations de la Majesté constituait donc une forme gravissime du *crimen laesae maiestatis*. Le texte confirmait la recevabilité de toute déclaration faite *in articulo mortis*. Alonso de Ávila avait confirmé son accusation de Cortés au pied de l'échafaud. Selon les juges, ce type de proclamation ultime (*ultimo dicto et confessioni testis*) conservait toute sa force, spécialement quand il s'agissait d'une déclaration au seuil de la mort (*maxime in articulo mortis*) qu'elle soit ou non dûment enregistrée devant greffier¹³.

100

Enfin, les juges du Conseil des Indes ne manquèrent pas de souligner les incohérences du prévenu et de sa défense. Celles-ci démontraient que la culpabilité de Cortés ne faisait aucun doute. De son propre aveu, plusieurs témoins contre lesquels il retourna l'accusation de complot lui parlèrent de projets de rébellion. Sa culpabilité, passible des peines ordinaires les plus sévères, résidait dans le simple fait de n'avoir alors rien dénoncé, la *culpa sciencia*. D'autant qu'ils se trouvaient conjointement à de nombreuses manifestations, repas et autres jeux, ce qui excluait que le marquis puisse prétendre qu'ils étaient tous de ses ennemis jurés. Une attitude dissuasive qui révélait la grande duplicité du marquis. Cortés avait menti à diverses reprises et plusieurs de ses témoins avaient fait des déclarations mensongères, comme ceux qui accusèrent faussement Pedro de Aguilar du péché de sodomie (*pecado nefando*) afin de le récuser en tant que dénonciateur. La fuite en avant judiciaire de Cortés se retournait finalement contre lui. Toutefois, la *coniuratio* n'avait pas abouti à un trouble durable de l'ordre public tel que celui provoqué par l'insurrection de Gonzalo Pizarro au Pérou. Cette dernière, qui mit les Andes à feu et à sang près de quatre années durant, fut toujours qualifiée de *rebelión* par les contemporains. Ce ne fut qu'au XIX^e siècle, avec la publication de diverses chroniques des faits, quelle fut présentée en tant

13 AHN, Documentos de Indias, Diversos colecciones, 39, N. 1, fol. 137.

que guerre civile¹⁴. La péninsule qui avait conquis les Indes dut en faire la reconquête contre les Espagnols.

LIBERTÉ DES ESPAGNOLS DES INDES, TYRANNIE DE LA PÉNINSULE

Le contrôle de la monarchie indienne avait engendré la production d'une législation destinée à répondre aux questions posées par le traitement des indigènes, une forme de réglementation et de jurisprudence plus qu'un corpus juridique autochtone donc. Pour le reste, le droit commun (*derecho común*) régnait sur le monde hispanique. Forgé par les juristes italiens et dans une moindre mesure par les français, il faisait référence aux sommes du droit romain revisitées par les juristes de la fin du Moyen Âge¹⁵. La suprématie de ce droit consistait avant tout dans la nouvelle capacité de la Couronne de Castille à le faire appliquer d'un bout à l'autre des monarchies ibériques. Ainsi, un sujet originaire de Trujillo d'Espagne pouvait être jugé à Mexico. Un évadé des geôles sévillanes déporté de la Nouvelle-Espagne courait le risque d'être arrêté à Paris à la demande de l'ambassadeur espagnol, avant de souffrir à Anvers la peine de décapitation à laquelle il avait été condamné en première instance aux Indes. Il existait donc bien un cadre juridique et une justice couvrant l'ensemble des mondes hispaniques, et dont l'Europe était coutumière. C'est une facette négligée de la globalisation. Cette dimension offrait un écho spécialement étendu à tout mécanisme de publicisation du pénal.

C'était très précisément pour souligner leur volonté de s'affranchir de cette obligation d'obéissance et de l'emprise du droit, que les rebelles clamaient le nom de la « liberté ». D'ordinaire, le mot était associé aux paroles hostiles aux autorités. Parler librement revenait à parler trop, à parler mal ou tout au contraire à dire sans peur ce que chacun pensait tout bas. La liberté de parole alimentait les rumeurs. Pedro de Aguilar,

14 Pedro Gutiérrez de Santa Clara, *Quinquenarios, o Historia de la guerras civiles del Perú*, dans Juan Pérez de Tudela Bueso (éd.), *Crónicas del Perú*, Madrid, Atlas, 1963-1965, 5 vol., t. II.

15 Bartolomé Clavero Salvador, *Historia del derecho: derecho común*, Salamanca, Universidad de Salamanca, 1994.

un délateur du complot de Cortés, évoquait le bruissement qui animait Mexico à l'automne 1565 : « certains jours, à travers la ville [...] [on parlait] du grand mécontentement des *encomenderos* contre [les] arrêts royaux [...], et quelques personnes parlaient librement et sans vergogne en disant qu'ils étaient prêts à mourir pour défendre leurs biens¹⁶ ». Le franciscain frère Cornejo fut dénoncé par l'avocat de Martín Cortés comme un agitateur peu fiable, un individu « instable, inquiet, jaloux, très relâché et très libre pour parler¹⁷ ». Les usages ordinaires et péjoratifs du terme ne manquaient pas d'être associés aux comportements des fêtards rangés dans les rangs des rebelles. Aux yeux des autorités, la liberté des agitateurs débordait le domaine politique ; elle n'était rien d'autre qu'inconvenances, provocations et désordres.

102

A contrario, les armées de Pizarro s'étaient baptisées *armada de la libertad*, un nom repris par la troupe du ligueur Hernández de Girón. Selon plusieurs délateurs du complot de Martín Cortés, le mot *liberté* signifiait bel et bien la rupture des colons avec la tyrannie de Philippe II. Dès le printemps 1566, le clerc Espinosa affirmait que « le dit don Luis Cortés [frère du marquis] ferait proclamer par voix publique à l'adresse des conquistadors et des fils de conquistadors de Nouvelle-Espagne : liberté, liberté contre la force et la tyrannie du roi don Philippe ! Puis, pour ce faire [...] ensuite toute la cité devait acclamer le marquis en tant que roi¹⁸ ». La liberté politique et judiciaire avait pour corollaire la liberté économique. Le roi de Castille refusant la perpétuité des *encomiendas*, l'autonomie économique que celle-ci aurait pu conférer aux colons se confondait avec la liberté politique à laquelle les rebelles faisaient allusion. Les deux plans se mêlaient toujours dans les proclamations de désobéissance. Ainsi, le délateur Pedro de Quesada témoignait des intentions des insurgés : « Il serait proclamé par la voix du crieur public que tous les conquistadors et les colons [qui se joindraient au mouvement et] viendraient jouir de la liberté [...] recevraient des villages et la perpétuité de ceux-ci [...] et que ceux qui ne le soutiendraient

16 AHN, Documentos de Indias, Diversos colecciones, 39, N. 1, fol. 22.

17 AGI, Patronato 211, fol. 15.

18 AHN, Documentos de Indias, Diversos colecciones, 39, N. 1, fol. 41v^o.

pas seraient privés de leurs villages indiens¹⁹ ». Les arrêts royaux visant à limiter les répartitions d'Indiens constituaient autant d'atteintes à la liberté des colons. En 1544, le commissaire Francisco Tello de Sandoval l'exprimait à sa manière pour la Nouvelle-Espagne en expliquant au roi qu'aux Indes, « quand les Indiens manquent, tout manque²⁰ ». Il est vrai qu'à la manière dont l'incrimination de lèse-majesté était mobilisée par les juges en défense contre les atteintes portées par les ligueurs aux officiers du roi, l'accusation de tyrannie était mobilisée par les rebelles contre ces mêmes officiers parachutés aux Indes – visiteurs, auditeurs et jusqu'aux vice-rois –, qui ne faisaient rien de plus que s'enrichir au détriment du pays²¹.

La conquête fondait le mérite des Espagnols qui l'avaient réalisée, et justifiait que la péninsule reconnaisse la pérennité de leurs droits sur les populations indigènes. La faveur du roi ne pouvait dépendre de considérations juridiques ou budgétaires. Le mérite, en effet, dépassait la dimension royale et s'étendait jusqu'à Dieu. La conquête avait été faite en son nom. Aussi, le virulent rebelle de Mexico Alonso de Ávila proclamait que « si Sa Majesté ne nous récompense pas de ses faveurs, Dieu lui y pourvoira²² ». Le recours aux armes contre le roi aurait une issue favorable : Dieu ne manquerait pas d'appuyer les insurgés. Le mérite justifiait à lui seul la rébellion. D'autant que celui des premiers conquistadors et les faveurs royales qui en découlaient s'étendait à tous ceux qui avaient contribué aux guerres indiennes. Il donnait corps à la liberté des Espagnols.

Le mouvement pizarriste eut ses théoriciens pour justifier l'insurrection par la tyrannie du roi de Castille. Le chanoine de Quito, Juan Coronel, était issu d'un lignage convers dont plusieurs membres participèrent à

¹⁹ AGI, Patronato 211, fol. 67.

²⁰ AGI, Patronato 211, R. 11, N. 24, fol. 68 : Sandoval au roi, Mexico, 26 mai 1544.

²¹ Bien entendu, ceux-ci qualifiaient de tyrans les capitaines rebelles. Sur l'incrimination judiciaire par la mobilisation de la qualification de tyrannie, voir Gregorio Salinero, *La Trahison de Cortés*, *op. cit.*, chap. VIII, « Les guerres de rébellion ».

²² AHN, Documentos de Indias, Diversos colecciones, 39, N. 1 : *Dichos de Baltasar de Aguilar*.

la rébellion péninsulaire des *comuneros*. Enthousiasmé par le souci de justifier la désobéissance de Gonzalo Pizarro, il rédigea un bref ouvrage en ce sens répondant au titre de *Bello Justo*. En juin 1548, l'évêque de Cuzco lui interdit d'exercer quelque fonction religieuse que ce soit, et le condamna à l'exil en Castille²³. Ses idées et ses textes n'en circulèrent pas moins parmi les ligueurs²⁴. Le dominicain Luis de la Magdalena fut condamné lui aussi en juin 1548, et il reçut publiquement la discipline à Lima. Il vitupérait en chaire contre les Lois Nouvelles et contre les autorités judiciaires : le roi de Castille prenait les ressources du pays pour les utiliser ailleurs, il n'écoutait pas ses sujets et ne reconnaissait pas leur mérite. En menant une politique aux antipodes de celle qu'il avait promise, il reniait sa parole et rompait le pacte de gouvernement tacitement passé avec ses sujets. Ce faisant, il se parait de tous les attributs de la tyrannie. En sorte que les Espagnols des Indes pouvaient lui faire une juste guerre, à lui et à ses représentants qu'il était légitime de liquider en tant qu'agents de la tyrannie péninsulaire.

Au Guatemala et en Nouvelle-Espagne, les idées de la doctrine pizarriste étaient tenues en haute estime par une bonne part des Espagnols, *encomenderos* bien dotés, comme pauvres migrants ou soldats sans compagnie. Luis Cal, gardien du couvent franciscain de Tezcuco et l'un des meilleurs soutiens de Martín Cortés, se faisait l'écho des pages du *Bello Justo*. Il ajoutait que ces principes de légitimation de la désobéissance se trouvaient répertoriés depuis longtemps dans les œuvres des juristes classiques tels que Domingo de Soto et sa somme juridique (*Summulae*) que Cal ne manquait jamais de citer. Il en distillait d'ailleurs une version radicale : « Se défendre est licite, tuer est licite ; et s'il est impossible de cesser de tuer, je ne commets pas de péché en tuant celui qui m'offense. Il fallait comprendre que si l'arrêt royal était

23 *Coleccion de documentos inéditos para la historia de España*, Madrid, 1866, t. XLIX, « Documentos relativos al licenciado Pedro Gasca sobre la comisión que le dió Carlos V en 1545 para ir á pacificar el Perú, sublevado por Gonzalo Pizarro y los suyos », p. 403, lettre de La Gasca, 7 mai 1548.

24 Guillermo Lohmann Villena, *Las ideas jurídico-políticas en la rebelión de Gonzalo Pizarro. La tramoya doctrinal del levantamiento contra las leyes nuevas en el Perú*, Valladolid, Publicaciones de la Universidad de Valladolid, 1977.

appliqué, la cause serait justifiée [...] et les conquistadors pourraient alors défendre leurs villages²⁵ ». Sorte de théologien de la rébellion avant la lettre, le moine donnait ainsi l'absolution sans confession aux futurs meurtriers des officiers royaux.

Les Indiens n'étaient ni de la ligue ni du roi. Le parti légaliste comme celui de la ligue n'en oubliaient pas pour autant de se présenter en défenseurs et en alliés de ceux-ci. Les affaires politiques des Indes séparaient rarement en deux camps homogènes la république des Indiens et celle des Espagnols. L'insurrection andine menée par Francisco Hernández de Girón contre l'audience de Lima en 1553 et 1554 constitue à cet égard un cas exemplaire. Âgé d'environ quarante ans, il était né à Cáceres en Estrémadure, une ville spécialement liée à la conquête des Indes et qui alimentait copieusement les migrations vers le Nouveau Monde. Girón n'avait pas participé à l'échauffourée mythique de Cajamarca qui permit aux Espagnols de se saisir de l'Inca Atahualpa, le 16 novembre 1532. Francisco était arrivé deux ans plus tard, suffisamment tôt pour être reconnu en tant que représentant du cercle très fermé des « premiers conquistadors de ces royaumes ». Il contribua à la pacification et au peuplement des régions d'Arequipa, de Quito et de Popayán. À ce titre, il avait mené une rude guerre aux Indiens. Il assumait le rôle de lieutenant du gouverneur local. Doté d'une *encomienda* par Francisco Pizarro, il administrait le district de Popayán lorsque le vice-roi Nuñez de Vela l'invita à se joindre à ses troupes pour lutter contre l'insurrection de Gonzalo Pizarro. Ce dernier, qui l'avait capturé, le libéra après la mort du vice-roi. Il s'employa alors à pacifier la région de Popayán, troublée à diverses reprises par des insurrections indiennes. Dès son arrivée à Panama, le commissaire La Gasca le mobilisa pour continuer le combat contre Gonzalo Pizarro. Il rejoignit le président à Xauxa et l'épaula militairement jusqu'à la victoire finale de Xaquixaguana. En reconnaissance de ses services, La Gasca lui octroya la garde des Indiens que Pizarro détenait dans la province de Quito.

À Cuzco, le dimanche 12 novembre 1553, Francisco Hernández Girón avait pourtant gâché la fête du mariage d'Alonso de Loaysa, le neveu de

25 AHN, Documentos de Indias, Diversos colecciones, 39, N. 1, fol. 54^o-55.

l'évêque de Lima. Accompagné d'une vingtaine d'hommes, il s'y saisit du corrégidor Gil Ramírez. Il projetait de le réexpédier à Lima pour signifier aux auditeurs que le magistrat n'était pas le bienvenu à Cuzco. Girón fit aussi liquider le trésorier Juan de Cáceres. Comme la plupart des insurgés, Girón fondait sa légitimité sur son élection par le conseil de ville en tant que juge supérieur et représentant de Cuzco. Très vite, Girón disposa d'un millier d'hommes, dont 230 Noirs formés aux armes des Espagnols. À ceux-là vinrent s'ajouter un nombre très important d'Indiens, sans doute plusieurs milliers, mobilisés par le relais des caciques. La troupe des auditeurs de Lima fit de même. En sorte qu'au cours des combats, Girón fit pendre beaucoup d'Indiens appartenant aux troupes légalistes. Dès l'hiver 1553, le maréchal Alvarado demanda 7 000 Indiens aux caciques de la région de Charcas pour le service de la troupe mobilisée contre Girón. Ils constituaient principalement le personnel nécessaire à l'intendance des armées. Mieux que mouiller sa poudre, tuer les Indiens de l'ennemi revenait à le priver d'intendance.

Les insurgés s'avancèrent d'abord depuis Cuzco jusqu'aux portes de Lima, sans donner l'assaut à la ville. Une année durant, le conflit armé s'égrena en une succession d'escarmouches meurtrières, dont Francisco Hernández de Girón semblait toujours devoir sortir vainqueur. Mais il fut pris à Xauxa en décembre 1554, puis interrogé, jugé et décapité à Lima. Sa troupe souffrit une lente usure, ses hommes répondant progressivement aux offres de pardon et de récompenses lancées par le camp légaliste pour les pousser à désertir. Au bas mot, près de 500 Espagnols et de 2 000 Indiens trouvèrent la mort dans les mouvements insurrectionnels, depuis la rébellion de Sebastián de Castilla à Charcas en 1553, jusqu'à l'arrestation de Francisco Hernández de Girón en 1554. Selon toute vraisemblance, le bilan de l'insurrection antérieure de Pizarro dépassa à lui seul ces chiffres.

L'enrôlement dans les fonctions d'intendance n'empêchait nullement les groupes indigènes de jouer leurs propres cartes dans les conflits. Le chroniqueur Felipe Huamán Pomán de Ayala indique que son père prit la tête de ses Indiens Lucanas pour servir le roi de Castille. D'autres caciques de la région d'Andahuaylas, Apo Uasco Changa et Guamán Uachaca Lurinchanga, firent de même après la bataille de Chuquinga.

Les Lucanas infligèrent alors plusieurs défaites aux troupes d'Hernández de Girón. Selon la chronique, début décembre 1554 ce furent bien les Indiens qui contraignirent les rebelles à fuir plus loin encore vers le secteur montagneux de Xauxa. Ils furent vainqueurs de « 300 Espagnols et de 100 de leurs serviteurs métis et mulâtres de la ligue d'Hernández de Girón sur les hauts de Uachauapite ». Et Huamán Pomán de Ayala de préciser que les Indiens Xauxa se saisirent les premiers d'Hernández de Girón avant de le remettre aux Espagnols. Le chroniqueur métis tendait ainsi à dépeindre l'action des Indiens comme favorable au parti du roi de Castille. Quoi qu'il en soit, ils s'avaient parfaitement capables de servir l'un et l'autre des belligérants, ou bien d'attaquer tout à la fois l'ensemble des Espagnols. Profitant des combats entre colons, les Lucanas auraient ainsi détrossé les hommes du camp légaliste du capitaine Alvarado en marge de la bataille de Chuquina²⁶. Leurs attaques perdureront durant les années 1560 et 1570²⁷. À tout prendre, ils pouvaient légitimement couvrir des ressentiments multiples contre chacun des camps.

GOUVERNER LES INDES DE CASTILLE

Des années 1540 aux années 1580, la Couronne de Castille dut sans cesse lutter contre les désobéissances pour établir un gouvernement durable²⁸.

²⁶ Felipe Huamán Pomán de Ayala, *El Primer y Nueva Corónica y buen Gobierno*, Det Kongelige Bibliotek (Copenhague), GKS 22324, p. 433; « La Crónica de India », *La Prensa* (Lima), 20 novembre 1946; Raúl Porras Barrenechea, *El cronista indio Felipe Huamán Poma de Ayala (¿1534-1615?)*, Lima, Lumen, 1948, p. 7.

²⁷ Évocation de plusieurs attaques des Lucanas contre les troupes royales dans une information de Bartolomé de Pineda en 1577 : *Revista de Archivos y Bibliotecas*, t. I, p. 189, cité par Raúl Porras Barrenechea, *El cronista indio Felipe Huamán Poma de Ayala, op. cit.*, p. 8.

²⁸ En pratique, l'administration des Indes doit composer avec une infinité d'ajustements, de reculs et de contradictions, comme l'a spécialement bien montré Horst Pietschmann (*El estado y su evolución al principio de la colonización de las Indias*, México, Fondo de Cultura Económica, 1989). Plus récemment, dans le cadre d'une historiographie des savoirs d'État, et non sans quelques débats, Arndt Brendecke a mis l'accent sur les limites de l'information institutionnelle recherchée depuis la péninsule Ibérique (*Imperium und Empirie. Funktionen des Wissens in der Spanischen Kolonialherrschaft*, Köln, Böhlau, 2009).

La proclamation des Lois Nouvelles dans un contexte insurrectionnel est parfaitement révélatrice de ces difficultés. Trois principes y étaient affirmés avec force : ceux qui avaient maltraité leurs Indiens devaient en être privés, tout comme l'avaient été les rebelles du Pérou ; aucun vice-roi ni gouverneur ne pouvait désormais attribuer de répartition d'Indiens de son propre chef ; enfin, « à la mort d'un particulier possesseur d'Indiens, ceux-ci [revenaient] à la couronne²⁹ ». Bien qu'elles n'aient pas été maintenues, il ne faut pas réduire à néant les effets positifs et l'esprit des Lois Nouvelles. En une série de textes, la Couronne ordonna de libérer les esclaves indiens qui se trouvaient dans les mines, puis toutes les femmes et les enfants de moins de quatorze ans réduits en captivité³⁰. En mars 1551, le très actif Bartolomé Melgarejo, nommé procureur des Indiens, fut chargé de mettre tout en œuvre pour lutter contre les abus et parvenir à la libération des captifs. Environ 60 000 esclaves indiens constituaient la population servile de la Nouvelle-Espagne au milieu du siècle. Il semble donc réaliste de situer entre 20 000 et 30 000 le nombre de libérations qui y furent effectivement réalisées au début des années 1560³¹. Quoi qu'il en soit, les prescriptions des Lois Nouvelles accrurent l'autorité des auditeurs de manière extraordinaire. Ils enquêteraient désormais au point de connaître en détail l'état de la société coloniale, l'extension des *encomiendas* et le comportement même des colons. Une telle évolution ne pouvait qu'exacerber les tensions entre les officiers du roi et les familles des conquistadors qui se considéraient comme la seule aristocratie du pays.

108

-
- 29 Cortés avait distribué plus de 500 *encomiendas* sans en avoir expressément le pouvoir, ce qui lui avait été reproché par Charles Quint (Robert Himmerich y Valencia, *The Encomenderos of New Spain, 1521-1555*, Austin, University of Texas Press, 1991, p. 3) ; Francisco Pizarro avait fait de même.
- 30 *Cédula* du 16 avril 1550, renouvelée le 7 juillet 1551 et le 17 mars 1553 : Justina Sarabia Viejo, *Don Luis de Velasco. Virrey de Nueva España, 1550-1564*, Sevilla, Escuela de Estudios Hispano-Americanos, 1978, p. 303 sq. ; Silvio Arturo Zavala, *Los esclavos indios en Nueva España*, México, Colegio nacional Luis González Obregon, 1981, p. 123 sq.
- 31 L'estimation de 60 000 captifs a été faite par Lesley Byrd Simpson (*Many Mexicos* [1941], Berkeley, University of California Press, 1966, p. 58) et William L. Sherman (« Indian Slavery and the Cerrato Reforms », *Hispanic American Historical Review*, vol. 51, n° 1, 1971, p. 25-50).

En pratique, les audiences ne recevaient aucun moyen supplémentaire pour l'occasion. Elles n'étaient pas en mesure d'assurer cette police générale des questions indiennes, pas plus qu'elles n'étaient toujours désireuses de l'exercer. Ce faisant, bien au-delà de leurs fonctions judiciaires, elles assuraient le gouvernement effectif des monarchies indiennes. Aussi était-il souhaitable que les nouvelles lois soient portées par des hommes investis d'une autorité royale particulière. Dans ce but, Blasco Núñez de Vela fut nommé premier vice-roi du Pérou en mars 1544 ; fort de son expérience péninsulaire d'inquisiteur, Francisco Tello de Sandoval fut nommé *visitador* (commissaire) pour la Nouvelle-Espagne où il arriva en mars 1544 ; en tant que nouveau président, Alonso López de Cerrato fut chargé, au printemps 1548, de faire entrer la loi dans les faits pour l'audience de Guatemala, dite audience des Confins. Faute d'hommes, de moyens et de paix, l'application de cet ensemble législatif fut rapidement suspendue, sans qu'il soit pour autant aboli, en sorte qu'il continua d'inspirer la politique américaine de la péninsule et d'attiser diversement les mouvements de rébellions.

Une série de lettres du *licenciado* Francisco Tello de Sandoval au roi permet d'appréhender les obstacles à l'application des lois en Nouvelle-Espagne, la fragilité du gouvernement des Indes, et l'état d'esprit dans lequel s'y trouvaient les Espagnols³². Le visiteur soulignait les abus perpétrés à l'encontre des Indiens et suggérait que la réforme arrivait au mauvais moment, compte tenu de l'état général de faiblesse de l'administration royale. Les épidémies réduisaient l'activité du pays. On estimait à 160 ou 170 le nombre quotidien des décès dans les divers quartiers de Mexico. Chacun admettait que 200 000 Indiens, au bas mot, avaient péri depuis le début de la contagion. La production des mines était réduite. Les objets de consommation courante et les denrées alimentaires manquaient cruellement. Tout près de Mexico, les Indiens pensaient que leur *encomendero* était le roi du pays. Ils ne savaient pas ce qu'ils pouvaient attendre de la justice du roi de Castille. Logiquement, le commissaire affirmait la nécessité de renforcer le maillage des provinces et de le rendre plus cohérent. Les abus étaient

32 AGI, Patronato 211, R. 11, N. 24, fol. 68 : Sandoval au roi, Mexico, 26 mai 1544.

aussi commis par les indigènes eux-mêmes. Selon Sandoval, le pouvoir des élites traditionnelles devait être réduit, tout comme les exactions des fils de conquistadors. Caciques et chefs principaux étaient coupables de se payer sur la part des tributs destinés aux communautés autochtones.

Les insuffisances de l'administration se traduisaient par le fait que le fisc ne parvenait pas à payer les salaires des officiers, rendant impossible tout renforcement de l'appareil judiciaire. La Couronne recevait des Indes plus qu'elle n'y payait. Sandoval suggéra d'affecter les rémunérations de certains officiers à l'amélioration des émoluments de ceux qui étaient moins bien payés. Il fallait faire entrer dans les faits le principe interdisant aux agents du roi d'avoir des intérêts personnels dans les affaires locales. Mais les finances n'étaient pas tout. Les charges devaient être occupées par des hommes de valeur, cultivés et désireux de bien faire, ce qui était loin d'être le cas. Ainsi, les conquistadors mariés dépourvus d'*encomienda*, mais gratifiés par la Couronne de charges de corrégidors, étaient parmi les plus cruels dans le traitement des indigènes. Chacun se souvenait aussi des déconvenues qui avaient émaillé les fondations des diverses audiences. Nuñez de Guzmán, le premier président de celle de Mexico, avait eu un comportement si détestable qu'il avait fallu le limoger en 1530. Les auditeurs devaient être « des lettrés, hommes de conscience et d'expérience, qui aient déjà exercé une charge de justice, car il manque des personnes expérimentées, ce qui a parfois entraîné des fautes dans la manière de rendre justice ». Les alcades des Indes, eux aussi, devaient être choisis avec plus de soin encore que ceux de Castille qui se trouvaient plus proches du roi.

Le soin porté à ces choix s'avérait d'autant plus crucial que l'occupation des charges était très irrégulière. Entre 1544 et 1547, quatre auditeurs seulement occupaient leurs charges. De 1534 à 1540, aucun procureur titulaire (*fiscal*) n'avait siégé à l'audience. Entre 1553 et 1556, la Nouvelle-Espagne ne fut dotée que d'un procureur par intérim. Il fallut attendre 1556 pour que le licencié Luis Maldonado s'y installe comme titulaire. Dans un contexte si délétère, la vice-royauté encourait de grands risques. À diverses reprises, Sandoval s'était étonné du calme relatif du pays et avait préconisé une politique d'accommodement : « C'est une chose remarquable que les affaires du Pérou n'aient pas engendré de troubles en Nouvelle-Espagne qui selon les gens est triste

et mécontente ; il faut prendre garde de lui donner bon espoir [à la Nouvelle-Espagne] d'autant qu'ils se considèrent comme de loyaux vassaux de Sa Majesté³³ ». Malgré ces mises en garde répétées, nombre de condamnés du Pérou furent maladroitement exilés au Mexique.

Loin de disparaître, ces insuffisances chroniques se prolongèrent diversement tout au long des décennies qui suivirent. Le mandat de Pedro de La Gasca, commissaire du roi doté de tous les pouvoirs et président de l'audience de Lima envoyé au Pérou pour venir à bout de la rébellion de Gonzalo Pizarro, est spécialement significatif des contradictions de la politique indienne de la péninsule. Le président remporta brillamment la bataille des armes. En revanche, son action se solda par une forme de capitulation politique et sociale. Depuis son arrivé à Panama en août 1546, il avait rallié à lui nombre de capitaines de Pizarro dissidents. Lors de la bataille de Xaquixaguana, il se saisit des derniers insurgés, puis fit décapiter Gonzalo Pizarro, le 9 avril 1548. La Gasca réunit une assemblée à Cuzco afin de procéder à la fixation du montant des redevances pour chaque *encomienda*, la *tasa de las encomiendas*. Suite au travail de 72 officiers du fisc, les *encomenderos* et les Indiens eux-mêmes furent informés des nouveaux tarifs arrêtés afin de prévenir les abus. Mais la nouvelle évaluation masquait de nombreux changements de main et la multiplication des dérogations aux Lois Nouvelles.

Les répartitions d'Indiens de très grande taille subsistaient et le nombre global d'*encomiendas* continua d'augmenter. Le 16 août 1548, après sa victoire, La Gasca procéda à une vaste redistribution d'Indiens. Lors du *reparto de Guaynarima*, il concéda à ses capitaines et à leurs soldats plus d'un million de pesos en revenus d'*encomiendas*. En 1540, il existait officiellement 274 *encomiendas* au Pérou ; en 1570, leur nombre atteignait les 464 répartitions. Dans la région de Cuzco, tout comme dans le secteur de Lima, celles supérieures à un millier d'Indiens étaient légion, et les prélèvements continuèrent à y dépasser les montants fixés³⁴.

33 *Ibid.*, p. 2.

34 Josep María Barnadas, *Charcas, 1535-1565. Orígenes históricos de una sociedad colonial*, La Paz, Centro de Investigación y Promoción del Campesinado, 1973 ; José de la Puente Brunke, *Encomienda y encomenderos del Perú*, Sevilla, Diputación provincial de Sevilla, 1992.

Faute d'armée royale aux Indes, la Couronne ne pouvait pas tout à la fois retirer les *encomiendas* aux Espagnols et rechercher leur soutien militaire. Sur le chemin du retour, en janvier 1550, La Gasca déclarait à qui voulait bien l'entendre que les Andes étaient pacifiées. Nombre de facteurs firent pourtant obstacle à l'établissement d'une authentique pacification. La politique de récompense ne suffit pas à contenter les ambitions des uns et la misère des autres. Ainsi, bien qu'il ait reçu en 1548 une bonne part des revenus de Gonzalo Pizarro pour le soutien qu'il avait apporté au parti légaliste, le capitaine Francisco Hernández de Girón conduisit en 1553 et 1554 l'une des rébellions les plus meurtrières que connurent les Andes.

112

Le commissaire avait néanmoins remporté la bataille du fisc en recueillant les impôts royaux. Il lui fallut plus de 1 500 lamas et près de 3 500 portefaix pour transporter les barres d'argent et d'or du roi vers les ports d'embarquement à destination de la Castille³⁵. Plus d'un million de pesos quittait ainsi les Andes au profit du dépensier Charles Quint, soit la somme la plus élevée jamais encaissée depuis les convois qui avaient suivis l'exécution de l'Inca Atahualpa. Cela ne fit que raviver le sentiment que le roi, qui négligeait les Indes, volait leur argent aux colons pour régler des affaires lointaines sans assurer au pays un gouvernement stable³⁶.

Disperser les hommes dangereux pour prévenir l'insurrection fut l'un des principes majeurs de la politique de La Gasca. Il fallait vider le pays des individus dangereux. Or, le flux des nouveaux arrivants ne cessait de grossir. En 1548, le maréchal de camp Alvarado estimait à 2 000 le nombre d'Espagnols dans les Andes. À la fin de l'année 1555, le marquis de Cañete estimait leur nombre à plus de 8 000, dont 480

35 Juan Calvete de Estrella, *Rebelión de Pizarro en el Perú y vida de Pedro Gasca*, éd. Antonio Paz y Meliá, Madrid, M. Tello, 1889.

36 Le vice-roi du Pérou, Blasco Núñez de Vela, avait été assassiné en janvier 1546; Antonio de Mendoza, arrivé en septembre 1551, était décédé en juillet 1552; Andrés Hurtado de Mendoza, marquis de Cañete, nommé en mars 1555, fut rappelé le 27 janvier 1559. Suivront Diego López de Zúñiga y Velasco, comte de Nieva, de 1558 à 1564, finalement convaincu de corruption, et Francisco de Toledo, de 1568 à 1580.

détenaient des répartitions d'Indiens. Et de conclure dans une lettre que « pas plus de 1 000 [Espagnols] ont de quoi manger ». Dans le même temps, selon un effet domino largement sous-estimé par le président, le bannissement des rebelles provoqua une contagion ligueuse sans précédent. Entre le printemps et l'hiver 1548, près de 400 prisonniers (pour plus de 700 condamnations) furent donc conduits depuis les Andes vers Arequipa afin d'y être embarqués. Sans doute plus de la moitié de ceux-là échappèrent promptement aux griffes de l'administration judiciaire, en sorte qu'un flux important de proscrits irrigua l'Amérique centrale. Très recherchée par les ligueurs, l'alliance avec ces hommes du Pérou cimentait toutes les insurrections. Après le départ de La Gasca, les rébellions reprirent de plus belle, mais avec une ampleur inférieure à celle du mouvement pizarriste.

Les rébellions de quelque importance disposaient de bases solides pour établir un gouvernement. Elles ne manquaient pas non plus d'un ensemble d'idées et de points de vue pour organiser à leur profit l'administration des Indes. Depuis qu'ils s'étaient saisis de l'Inca Atahualpa, les Pizarro n'avaient pas cessé de tenir le Pérou. La présence du premier vice-roi du Pérou Blasco Núñez de Vela ne fut qu'un court intermède : arrivé en 1544, il fut décapité le 18 janvier 1546, à l'issue de la bataille d'Iñaquito contre les troupes rebelles de Gonzalo Pizarro. *A contrario*, le clan de ceux-ci s'était profondément enraciné dans le pays. Faute de pouvoir s'octroyer des *encomiendas* en nom propre, le gouverneur Francisco Pizarro le fit en celui de ses épouses, de ses enfants, de ses frères et de multiples membres de son clan. Francisco et Hernando saisirent les secteurs les plus riches dans chaque domaine agronomique, pastoral et minier, avec le souci de cumuler les productions complémentaires. Il faut sans doute estimer à plus de 60 000 le nombre d'Indiens tributaires réunis dans les *encomiendas* des frères Pizarro en 1540³⁷. À elle seule, celle de Chuquiabo, proche du lac Titicaca, qui était aux mains de Francisco, réunissait en une vingtaine de villages indiens plus de 10 000 Aymaras. Tout comme le marquisat de Cortés

37 Rafael Varón Gabai, *La ilusión del poder. Apogeo y decadencia de los Pizarro en la conquista del Perú*, Lima, Institut français d'études andines, 1997.

– qui regroupait lui aussi bien plus d’Indiens que la Couronne n’en avait concédé au conquérant – le tout était bien loin de répondre à une simple logique d’accumulation, mais visait à assurer un contrôle politique et militaire du Pérou³⁸. La géographie de l’insurrection de Gonzalo s’appuyait partout sur les possessions des quatre frères. Les villages indiens, dont les revenus étaient considérables, servaient de lieux de regroupement discrets et de cache pour ceux qui préparaient un coup de force.

114

Le clan s’appuyait sur les conseils de villes fondés au moment de la conquête. Ils étaient peuplés de compagnons des Pizarro. Il en allait de même des charges de commandement locaux (*capitan, coronel, teniente de gobernador*) et de celles de gouverneurs militaires (*gobernador capitan general et adelantado*) conférées par la Couronne. Près de la moitié des hommes qui avaient participé à la prise de l’Inca Atahualpa eurent des fonctions municipales au Pérou. À Cuzco, treize étaient conseillers de la ville, dont deux appartenaient à la domesticité du gouverneur³⁹. Les Pizarro chérissaient l’ordre des dominicains et celui des frères de La Merci. Au Pérou, ils dotèrent leurs couvents d’aumônes et de rentes. Ce fut notamment le cas à Cuzco. Là, le frère Gaspar de La Merci, en charge de l’institution durant les années 1540, prêchait en faveur du clan et disait sans faillir une messe pour la vie et la santé de chacun des frères. Aux réseaux espagnols s’ajoutaient les alliances indiennes. Très tôt, percevant les fractures du monde indien, ils s’étaient rapprochés des groupes qui n’avaient pas soutenu l’accession au pouvoir de l’Inca Atahualpa. Ce fut notamment le cas des Cañaris. Le clan trouva aussi des alliés de choix chez les Indiens du secteur de la très riche vallée de Huaylas, dans le nord du Pérou. La rébellion de Gonzalo Pizarro s’alimenta en troupes indiennes aux mêmes sources.

38 Sur le marquisat de Cortés, voir Bernardo García Martínez, *El Marquesado del Valle. Tres siglos de régimen señorial en Nueva España*, México, Colegio de México, 1969.

39 James Lockhart, *The Men of Cajamarca: A Social and Biographical Study of the First Conquerors of Peru*, Austin, University of Texas Press, 1972 ; Guillermo Lohmann Villena, *Los regidores perpetuos del cabildo de Lima (1535-1821). Crónica y estudio de un grupo de gestión*, Sevilla, Diputación Provincial de Sevilla, 1983, p. 35-40.

Dans un premier temps en effet, entre l'automne 1544 et le printemps 1547, Gonzalo Pizarro réunit tous les suffrages et sembla devoir remporter toutes les victoires. Dès le mois de mai 1544, il fut nommé capitaine général puis délégué général, *procurador general*, de Cuzco. À la fin juin, il reçut les pleins pouvoirs et le titre de procureur de la ville (*justicia mayor*) ce qui lui permit de recruter une armée fournie de plusieurs centaines d'hommes. En septembre 1544, les partisans de Pizarro acclamèrent le *caudillo* à Huamanga en tant que gouverneur et libérateur du Pérou en lui donnant du « Votre Seigneurie ». Incité par une bonne part de sa troupe à se proclamer souverain du pays, Gonzalo Pizarro ne franchit jamais le pas. Il gouvernait au nom du roi de Castille contre les officiers locaux malfaisants et corrompus. Dans un second temps, entre le printemps 1547 et le printemps 1548, Pizarro abaissa le masque de la paix. Les exactions de ses capitaines, qui jouaient aux quilles avec les têtes des légalistes décapités, horrifièrent les Andes. Son régime était attaqué de toute part. Avec son arrivée à Lima, l'audience cessa de siéger. Le nouveau gouverneur exerçait tous les pouvoirs avec l'appui d'un conseil de proches, composé de lettrés et de capitaines. La tête de la rébellion ne distillait pas une doctrine cohérente ; en revanche, on l'a dit, elle ne manquait pas d'un ensemble composite de justifications pour légitimer l'exercice du pouvoir par les Espagnols des Indes.

Il fallait aux rebelles louer ce que serait leur pratique du pouvoir, pour rallier les populations et justifier un gouvernement reposant sur des bases différentes de celui de la péninsule. Le droit ancestral de la conquête et de la première colonisation constituait l'argument le plus communément mobilisé en défense du mouvement. Les témoins des différents procès exprimaient cette idée à satiété. Le mérite de la conquête se transmettait de père en fils et de frère en frère. Gonzalo Pizarro usait de cet argument, Martín Cortés fit de même. En 1585, le métis Miguel de Benalcazar prétendit gouverner la région de Quito et s'y faire proclamer roi, au motif que son père avait conquis le secteur de Popayan.

La défense de la stabilité d'un royaume pouvait bien légitimer le coup de force d'un simple capitaine. D'autant que l'histoire venait au secours du politique. L'auditeur Vázquez de Cepeda, qui rejoignit la ligue de Pizarro, prêchait que les rois de Castille avaient assis leur pouvoir sur une

vieille tyrannie. Il lisait à Pizarro l'*Historia Imperial y Cesárea*, l'histoire romaine de Pero Mexia. Le fils de l'auteur, répondant au nom de Hernán Mexía de Guzmán, était lui-même engagé dans la troupe de la ligue. L'ouvrage relatait la geste de Scipion l'Africain et celle de Pompée. Quelques autres personnages tels Jules César ou Diogène de Syracuse, qui gouverna la Sicile d'une main de fer, constituaient des références de choix évoquées par les lettrés de la ligue. Il existait à la racine du politique une violence fondatrice, parée ultérieurement de la grandeur et de la virginité nécessaires pour asseoir l'autorité des souverains. Les franciscains du couvent de Tezcuco, ainsi que l'*encomendero* Alonso de Ávila, qui attisaient le complot de Martín Cortés, prêchaient cette conviction fort répandue.

Une rhétorique du bon gouvernement fut secrétée par chacune des rébellions d'importance. L'exercice de la charge du pouvoir par les rebelles contre les auditeurs ou le vice-roi lui-même relevait de la nécessité. Le roi devait écouter ses sujets sans l'obstacle d'intermédiaires mal intentionnés. À cela s'ajoutait le principe exprimé au Pérou, en 1544, par le licencié García de León dans une lettre au roi. La dite *Representación de Huamanga* faisait figure d'authentique manifeste du courant pizarriste : ce qui concernait tous les individus devait être approuvé par tous. Castillane ou latine (« *quod omnes tangit, ab omnibus debet approbari*⁴⁰ »), les versions de celui-ci furent reprises à satiété par les conjurés de Mexico. Le bon gouvernement ne pouvait être que celui des Espagnols du pays : « Votre Majesté doit savoir que les juges nommés pour ces royaumes ne prennent aucun soin à rendre la justice [...]. Votre Majesté serait bien mieux servie en ordonnant que chaque royaume soit gouverné par ceux qui en sont originaires : dans ce pays, des hommes des Indes tout comme en Espagne il est pourvu aux offices par des Espagnols⁴¹ ». C'était là l'un des clivages toujours mobilisé par les colons à l'encontre des officiers royaux : connaissance du pays et mérites

40 AHN, Documentos de Indias, Diversos colecciones, 39, N. 1, fol. 116-126 : *La culpa que resulta contra don Martín Cortés*.

41 AGI, Patronato, 192, R. 1, N. 44, n.f., p. 5 : lettre de Benalcazar, gouverneur de Quito, au roi, septembre 1546.

étaient du côté des Espagnols des Indes ; ignorance et opportunisme de celui des lettrés fraîchement débarqués de la péninsule. Sous des formes diverses l'argument était repris par tous.

Les juristes espagnols tels que Francisco de Vitoria avaient défendu les idées du courant théocratique médiéval qui faisaient du pape le *Dominus Orbis*, le seul à pouvoir relever un rebelle de l'obéissance au roi de Castille. Le corpus castillan de *Siete Partidas* affirmait que la souveraineté d'un territoire pouvait être conférée par le pontife, dans la mesure où les domaines concernés ne relevaient de l'autorité d'aucun monarque chrétien. Or, par une série de bulles, Rome avait donné au roi de Castille la garde des territoires situés à l'ouest et au sud d'un méridien situé à 100 lieues des Açores et du Cap Vert, ainsi que le Patronage royal sur les Indes, c'est-à-dire l'administration et les nominations ecclésiastiques dans les nouveaux territoires⁴². Le franciscain Joost de Rickje avait néanmoins incité Gonzalo Pizarro à recourir au Saint-Siège afin que les sujets du Pérou soient délivrés de la souveraineté du roi de Castille. Une délégation présenterait au pontife la demande d'investiture au nouveau royaume faite par Gonzalo Pizarro, en l'accompagnant de l'offre d'une somme d'argent conséquente. La recherche d'un changement dans la garde des territoires et du Patronage confiés au souverain était aussi au cœur du complot du marquis Martín Cortés. Les témoins confirmaient le projet de Cortés d'envoyer au pape 20 000 ducats afin d'accompagner leur demande d'être investi du Patronage des Indes au détriment du roi de Castille⁴³. Les théologiens de la cause affirmaient que la démarche était licite. Le conjuré Baltasar de Aguilar précisait que « dans l'espace de deux ans après l'insurrection, il sera obtenu une grâce pontificale donnant l'absolution pour les événements du Mexique⁴⁴ ».

42 Les bulles *Inter Caetera*, du 4 mai 1493, et *Universalis Ecclesiae*, du 5 août 1508. « Toutes ces îles et les terres fermes découvertes... depuis cette dite ligne [à cent lieues] vers l'occident et le Midi [des Açores et du Cap Vert], qui ne seraient pas possédées par un autre Roi ou Prince Chrétien jusqu'à ce jour de la naissance de notre seigneur Jésus Christ de cette année 1493 [...], par l'acte présent, nous les donnons et concédons et assignons perpétuellement à Vous » (bulle *Inter Caetera*, AGI, Patronato 1, R. 3).

43 AGI, Patronato 205, R. 1, fol. 222v°.

44 AHN, DIDC, 39, N. 1, fol. 11.

La souveraineté du futur prince serait reconnue sur l'ensemble du pays. Le doyen du chapitre de Mexico se rendrait clandestinement en Italie pour y recevoir du Pontife l'investiture du nouveau royaume.

Selon les témoins du complot de Cortés, les ligueurs espéraient l'avènement d'une monarchie du mérite appuyée sur la future noblesse des villes et sur les élites indiennes. L'ensemble étant doublé d'une nouvelle aristocratie titrée à laquelle accéderaient les plus illustres des hommes de qualité. La prise de Mexico ne pouvait suffire à tenir la Nouvelle-Espagne. Avec une troupe de gens d'armes expérimentés, don Luis Cortés occuperait San Juan de Ulloa et prendrait la flotte qui y mouillait. Un autre capitaine devait être dépêché au Guatemala. Don Martin tiendrait les mines de Zacatecas qu'il occuperait avec plusieurs centaines d'hommes.

118

Les rebelles plaidaient pour une politique indienne conservatrice. Si la Couronne recouvrait progressivement les Indiens, ses administrateurs ne manqueraient pas de négliger leur doctrine catholique et d'augmenter la charge des tributs à leur seul bénéfice. Les ressources du fisc, aussi bien que celles reversées aux communautés villageoises, s'en trouveraient fortement diminuées. Les rebelles servaient aussi ce discours aux indigènes. Ainsi, les juges soupçonnaient Diego Olarte, un franciscain de Tezcuco, d'avoir rallié les Indiens de Tlaxcala au complot de Cortés dans le but de grossir les rangs de l'insurrection. D'ailleurs, plusieurs de leurs caciques furent présentés au roi de Castille sans être écoutés. Néanmoins, « si les Indiens se rebellaient [contre le futur régime] il faudrait les pacifier en modérant les tributs qu'ils payent actuellement et ainsi tout rentrerait dans l'ordre ». Représentants indiens et espagnols souffraient également la tyrannie du roi, qui voulait lever tribut sur les caciques et les priver de leur part de la manne des *encomiendas*.

Le gouvernement né de l'insurrection prendrait en charge le destin économique et commercial de la colonie. Le destin des marchands dans la future Couronne exigeait une attention particulière. Sollicités pour équiper les soldats, ils bénéficieraient amplement des fruits de l'insurrection. La nouveauté viendrait de la politique économique de libre échange pratiquée avec les alliés anglais, les Hollandais et les Français. Elle compenserait la rupture avec l'Espagne. Le pays donnait

bien assez de fruits pour nourrir tous les Espagnols si le roi de Castille ne le privait pas de ses ressources. Des licences de commerce accordées en ce sens constitueraient la contrepartie du soutien des alliés à l'insurrection, et tout à la fois une promesse à l'adresse des marchands espagnols des Indes. Ainsi, ils pourraient importer des produits à meilleur prix : le vin, les toiles et les draps viendraient désormais de France, d'Angleterre ou des Flandres. La liberté de commerce et la réduction des circuits d'échanges garantiraient le maintien de prix bas. La politique d'alliance de la future Couronne s'adossait à cette évidence. Pour les juges de Mexico et pour ceux du Conseil des Indes, chacun des points de cette ligne politique aggravait encore le délit des prévenus du complot de Cortés.

Il est douteux que ces projets, révélés en bribes par les témoins, aient constitué un authentique programme insurrectionnel. En revanche, ses composantes exprimées à satiété se retrouvaient systématiquement dans tous les grands procès politiques du temps. Elles révèlent l'apparition d'une conscience politique créole précoce, convaincue de la nécessité de traduire les différences entre les Indes et la péninsule par des formes diverses d'autonomie des monarchies indiennes. La diffusion de ces idées fut grandement facilitée par la circulation des individus dans le monde américain lui-même. Les élites de Cuzco, Lima ou Quito étaient très attentives à ce qui se passait à Mexico, à Puebla ou au Guatemala. Les carences de l'administration péninsulaire renforçaient la crédibilité des affirmations des rebelles qui promettaient toujours quelque secours aux plus pauvres et aux migrants de fraîche date. Malgré l'ampleur et la popularité de certains mouvements insurrectionnels tels que celui de Francisco Hernández de Girón, la Couronne de Castille remporta finalement les trois batailles des armes, du fisc et de la mémoire. Mais la grande nouveauté fut de recourir à l'administration judiciaire, de part et d'autre de l'Atlantique, pour poursuivre durablement tous les insurgés. Ainsi, la judiciarisation du politique devint l'arme principale de la mise au pas sociale des Indes de Castille.

TABLE DES MATIÈRES

Préface	
Lucien Bély	7
La péninsule Ibérique et le monde. Questions pour aujourd'hui	
Serge Gruzinski	9

PREMIÈRE PARTIE CONQUÊTE ET GESTION DE NOUVEAUX ESPACES

Qu'est-ce que la <i>conquista</i> ?	
Bernard Grunberg	29
Espagnols et Indiens en Nouvelle-Espagne (années 1520-années 1640)	
Nadine Béligand	57
Désobéissances coloniales et gouvernement des Indes de Castille, seconde moitié du XVI ^e siècle	
Gregorio Salinero	91

DEUXIÈME PARTIE PÉNINSULE IBÉRIQUE, PAPAUTÉ ET CHRISTIANISATION

La péninsule Ibérique, la papauté et le monde (années 1470-années 1640)	
Charlotte de Castelnau-L'Estoile	123
Missionnaires, chrétiens et christianisation en Amérique andine	
Aliocha Maldavsky	143

TROISIÈME PARTIE ESCLAVAGE ET COLONISATION

La traite des Noirs et la construction de l'Atlantique ibérique	
Luiz Felipe de Alencastro	167
La naissance d'une société esclavagiste : Lisbonne à l'heure de la mondialisation	
António de Almeida Mendes	183

